



## De l'Urgence de la conservation aux mesures de gestion

### Discours global, impacts sociaux :



Etude des usages et pratiques des populations paysannes :  
Le cas de « L'allée des Baobabs », Bekonazy, Madagascar

Chloé MARIE

Mémoire présenté pour l'obtention du Master 2

« Etudes du développement », Mention Développement local

Institut des Etudes du développement Economique et social (IEDES)

Directrices de mémoire : Nicole Sibelet et Stéphanie Carrière

Encadrant : Michel Dulcire

Maître de stage : Pascal Danthu

Octobre 2008

## REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont aux habitants des villages de Bekonazy et Andranomena, pour avoir répondu avec patience à l'ensemble des entretiens, m'avoir accueilli et m'avoir fait confiance.

Je remercie également Emilson et Voninavoka pour leurs connaissances partagées, nos discussions permettant d'avancer dans l'étude, leurs soins dans les jours difficiles du terrain et leur aide précieuse sur le terrain en tant qu'interprètes.

Je remercie Nicole Sibelet, Stéphanie Carrière et Michel Dulcire pour leur encadrement intense, les nombreuses relectures, leur soutien, l'apport méthodologique et théorique complet et leur bonne humeur.

Je remercie M. Pascal Danthu pour m'avoir accueillie au sein du projet et pour avoir facilité de l'organisation des missions de terrain et son suivi.

Je remercie tous les colocataires de la case de passage ; Marion, Sandrine, Baptiste, Manu en particulier pour les soirées détentes, les bons petits plats appréciables au retour du terrain, et aussi les échanges d'idées et de documents. Je remercie également Voniary pour ses bons soins, qui rendent la vie facile aux étudiants de passage.

Je remercie ma mère, Hélène, ma grand-mère Juliette et Yves pour leur soutien dans tous mes projets.

Je remercie Paulo pour nos débats, pour nos réflexions communes, pour son soutien et sa compréhension ; pour être là tout simplement.

Enfin, une pensée spéciale pour mon père, Jean-Claude, qui m'accompagnera toujours.

## RESUME

L'enjeu de la conservation de la biodiversité à Madagascar est tel que cet objectif figure parmi les sept engagements du gouvernement pour l'horizon 2015. La mise en place de ces orientations, guidée par les acteurs internationaux, consiste aujourd'hui en la multiplication des aires protégées sur le territoire. La création de nouvelles catégories d'aires protégées, dont notamment celle de « monument naturel » pose de nouveaux problèmes quant à la définition de nouveaux modèles de gestion. L'« Allée des baobabs », haut lieu touristique à Bekonazy près de Morondava, en particulier s'insère à la fois dans l'objectif de conservation des espèces endémiques du pays et dans la problématique de mise en place des nouvelles aires protégées.

La création de nouvelles aires protégées par les acteurs de la conservation, organisations non gouvernementales et institutions gouvernementales, a également des conséquences importantes sur la vie des gens et sur l'organisation des systèmes de production. L'analyse des pratiques et usages des populations autour des ressources forestières et de la place de ces ressources au sein des systèmes de production locaux, ainsi que l'évolution de ces pratiques sous le poids des nouvelles réglementations mises en place, doit permettre de comprendre les conséquences au niveau local des injonctions internationales, et des orientations nationales.

Au niveau local, la mise en place de projets exogènes de conservation a des conséquences sur l'organisation sociale. Et l'absence de concertation avec les acteurs locaux par les responsables de la mise en place des aires protégées est l'un des facteurs de l'incompréhension et l'inadaptation des objectifs de conservation aux réalités et besoins locaux.

L'étude effectuée ici a pour objectif de développer des connaissances afin de contribuer à la mise en place de modèles de gestion intégrés, qui répondent aux nécessités de conservation de la biodiversité tout en prenant en compte les besoins des populations.

Mots clefs : conservation, biodiversité, aire protégée, Madagascar, pratiques paysannes, systèmes de production, arbres, baobabs, politique environnementale

## SUMMARY

The issue of biodiversity conservation in Madagascar is such that this goal is one of the seven commitments of the Government for 2015. The implementation of these guidelines, following the international actors, consists in multiplying protected areas on the territory. The creation of new categories of protected areas, including that of "natural monument" creates new problems concerning the definition of new management models. The "Baobab Alley", a highly touristic spot in Bekonazy near Morondava, especially is concerned both by the goal of conservation of endemic species of the country and the issue of establishment of new protected areas.

The creation of new protected areas by actors of conservation, non governmental organizations and government institutions, also has important consequences on people's lives and on the organization of production systems. The analysis of practices and customs of people around the forest resources and the place of these resources in the local production systems, as well as the evolution of these practices under the weight of new regulations in place, should help understanding the consequences at local level of the international injunctions, and national guidelines.

At the local level, implementation of exogenous conservation projects has consequences on social pattern. And the lack of consultation with local actors from the persons in charge of the establishment of protected areas is one of the reasons of misunderstanding and conservation goals inappropriate to the reality of local needs

The present study aims at developing knowledge in order to contribute to the development of integrated management models, which meet the needs of biodiversity conservation while taking into account the needs of the people.

Keywords: conservation, biodiversity, protected area, Madagascar, farming practices, production systems, trees, baobabs, environmental policy

## **AVANT PROPOS**

Le stage de fin d'étude a été réalisé au Centre de Coopération International en recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), et s'inscrit dans le projet de recherche « BaMaCo ». Ce projet financé par l'Institut Français de Biodiversité (IFB) a pour objectif de développer des données de recherche finalisée autour des différentes espèces de Baobab à Madagascar et aux Comores. Les différents axes du projet, portant sur les données biologiques des espèces et sur les usages et représentations sociales des populations autour des ces arbres, doivent permettre une meilleure connaissance de l'espèce et ont pour objectif la mise en place de modalités de gestion durable de ces espèces. Ces données pourront être utiles pour la mise en place des actions de conservation liées à cet objet particulier ; et doivent pouvoir être intégrées dans la gestion participative de ces espèces.

Le stage s'est déroulé en trois phases distinctes : une première phase de trois semaines à Montpellier a permis de rédiger le projet d'étude avec des apports méthodologiques sur la poursuite d'une enquête de terrain. Une deuxième phase de quatre mois sur le terrain à Madagascar pour la collecte de données par entretiens semi-directifs, observations et réalisation de cartographie à dire d'acteur. Enfin une dernière phase de rédaction est en cours à Montpellier.

L'objectif de l'étude menée au cours du stage est de comprendre les pratiques et les usages autour des ressources ligneuses en général et des baobabs en particulier des populations paysannes de la région du Menabe. Les résultats doivent permettre une meilleure compréhension des systèmes de production paysans et de la place des ressources ligneuses dans ces systèmes ; afin d'appréhender les besoins des populations locales. L'analyse de l'évolution des pratiques, est l'un des axes de recherche.

Le travail de terrain s'étant terminé le 9 octobre 2008, toutes les données de terrain n'ont pas pu être traitées. Les résultats présentés dans ce rapport sont des résultats partiels ; les grandes lignes des conclusions tirées du travail de terrain.

Toutes ces données doivent servir aux responsables des aires protégées pour la mise en place de modèles de gestion durables respectant les besoins et attentes des populations.

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION :</b>	<b>1</b>
<b>1. LA GESTION DE LA BIODIVERSITÉ À L'ÉPREUVE DU TOUT ÉCOLOGIQUE</b>	<b>4</b>
1.1 DEVELOPPEMENT DURABLE ET BIODIVERSITE	5
1.2 LES FORETS TROPICALES : RESERVES DE LA BIODIVERSITE ET ENJEU DE LA CONSERVATION	8
1.3 DE LA CONSTRUCTION DU « PROBLEME ECOLOGIQUE » SUR LA SCENE INTERNATIONALE	11
<b>2. LA MISE EN PLACE DES ORIENTATIONS INTERNATIONALES À MADAGASCAR</b>	<b>14</b>
2.2 LA PROBLEMATISATION DE L'URGENCE ECOLOGIQUE A MADAGASCAR : FORETS ET DEGRADATION	14
2.3 MISE EN PLACE ET EVOLUTION DU PLAN D'ACTION ENVIRONNEMENTAL : LA CONSERVATION COMME URGENCE POLITIQUE	16
2.3 VERS UNE CONSERVATION « INTEGREE » ?	19
<b>3. LE PROJET BAMACO ET L'ÉTUDE DES USAGES ET REPRÉSENTATIONS DU BAOBAB</b>	<b>22</b>
3.1 L'ÉTUDE DES BAOBABS : ENJEUX ET DEFIS	22
3.2 LA REGION DU MENABE COMME LABORATOIRE	24
3.3 MATERIEL ET METHODES	26
<b>4. SYSTÈMES PAYSANS ET USAGES DES RESSOURCES LIGNEUSES</b>	<b>29</b>
4.1 SYSTEMES DE PRODUCTION LOCAUX	29
4.2 PLACE DES ARBRES DANS LES SYSTEMES DE PRODUCTION	32
4.3 LE BAOBAB : ARBRE MULTIFONCTIONNEL	35
<b>5. LA CONSERVATION PAR ET POUR LES ACTEURS LOCAUX ? : LE CAS DE L'ALLÉE DES BAOBABS</b>	<b>38</b>
5.1 LE PROJET DE CONSERVATION DE L'ALLEE DES BAOBABS	39
5.2 CONSEQUENCES LOCALES ET DIFFICULTES D'ADAPTATION	42
5.3 LA PATRIMONIALISATION DES ESPECES SYMBOLIQUES : LE BAOBAB COMME PATRIMOINE LOCAL / PATRIMOINE NATIONAL / PATRIMOINE SCIENTIFIQUE	45
<b>CONCLUSION :</b>	<b>47</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE :</b>	<b>51</b>
<b>ANNEXES :</b>	<b>54</b>
<b>ANNEXE 1 : CARTE DES AIRES PROTÉGÉES ACTUELLES À MADAGASCAR</b>	<b>54</b>
<b>ANNEXES 2: CATÉGORIES DES AIRES PROTÉGÉES DÉFINIES PAR L'UICN</b>	<b>55</b>
<b>ANNEXE 3 : CARTE DES ZONES RÉSERVÉES POUR LA PROTECTION DÉFINIES PAR LE GROUPE « VISION DURBAN »</b>	<b>59</b>
<b>ANNEXE 4 : LISTE DES PLANTES MALGACHES INSCRITES SUR LA « RED LIST » DE L'UICN</b>	<b>60</b>
<b>ANNEXE 5 : GUIDE D'ENTRETIEN</b>	<b>61</b>
<b>ANNEXE 6 : LE MADAGASCAR ACTION PLAN (MAP) : « MADAGASCAR NATURELLEMENT »</b>	<b>64</b>

## **LISTE DES FIGURES**

Figure 1 : Les 25 hotspots de la planète .....	10
Figure 2 : La définition du « problème écologique » .....	11
Figure 3 : Carte de la région du Menabe .....	24
Figure 4: Carte à dire d'acteurs du territoire du Fokontany de Bekonazy .....	43

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Les huit « hottest hotspots » de la planète .....	10
Tableau 2 : Objectifs des acteurs de la conservation .....	13
Tableau 3 : Usages de la forêt au niveau des communes à Madagascar .....	16
Tableau 4 : Critères des terrains d'étude .....	26
Tableau 5 : Variables identifiées pour le déroulement de l'étude .....	26
Tableau 6 : Les Utilisation des arbres dans les communes de Bekonazy et d'Andranomena ..	34
Tableau 7 : Usages et fonctions des produits tirés du baobab A. Grandidieri ("Reniala") .....	36





## **Introduction :**

Le concept de développement durable, développé en 1987 par le rapport Brundtland, fait aujourd'hui figure de principe d'action majeur dans les actions de développement des bailleurs de fonds internationaux et de la coopération bilatérale. Et c'est dans ce cadre que se décline l'action pour la protection de la biodiversité, axe de développement durable. Ce dernier touche en premier lieu les pays considérés comme des « hot spots » de la biodiversité (Myers et al, 2001), pays qui abritent d'autre part la majorité des forêts tropicales. Ainsi, Madagascar, réputé pour ses riches écosystèmes caractérisés par un fort endémisme de ses espèces, figure parmi les 12 pays dits « à méga diversité » (Sarrasin, 2007). Le pays est donc particulièrement touché par les orientations internationales autour des questions environnementales. Bailleurs de fonds internationaux, acteurs de la coopération bilatérale mais aussi ONG conservationnistes et acteurs scientifiques travaillent aux actions de conservations et de préservation de la biodiversité dans le pays. Si à Madagascar les premières actions de conservation sont anciennes, avec la création de réserves forestières intégrales dès 1927 (Carrière, 2006), l'influence conservationniste d'aujourd'hui contribue à multiplier les actions. Avec l'adoption du Plan d'Action environnementale (PAE) dès 1990, le pays s'inscrit dans l'orientation internationale qui souligne que la préservation des ressources doit permettre, par la voie de l'implication des populations locales, d'insuffler aux PED une dynamique de développement économique et social (Andriamahefazafy, Meral, 2004). En 2004, au cours du Sommet de Durban, le président malgache, Marc Ravalomanana réaffirme d'autre part l'insertion du pays dans les orientations internationales et la volonté de son gouvernement de promouvoir la protection des ressources naturelles du pays par l'extension des aires protégées. Ces dernières devraient, selon les vœux du président, passer de 1,7 millions d'hectares à 6 millions d'hectares d'ici à 2015, multipliant ainsi la surface par trois<sup>1</sup>.

Au niveau national, c'est tout un réseau d'acteurs de la conservation qui se développe et agit sur le terrain à des échelles, avec des implications et selon des modalités différentes. ONG internationales et nationales, agences gouvernementales comme communautés scientifiques sont impliquées dans la définition des objectifs stratégiques pour la conservation et des moyens de gestion de la biodiversité.

---

<sup>1</sup> Voir site officiel du gouvernement malgache

Mais c'est au niveau local cependant que surgissent les principaux problèmes liés à la conservation, et que se dessine un conflit de représentations entre acteurs de la conservation et acteurs locaux. Si les ressources naturelles sont pour les conservateurs des objets dont la dégradation justifie la conservation, pour les populations, celles-ci représentent avant tout des produits utiles pour le quotidien et pour leur subsistance. C'est autour de la gestion des ressources naturelles et des transformations dans les modes de vie paysans qu'imposent les nouvelles normes de conservation que les conflits surgissent. D'une part, pour les populations locales, les ressources naturelles remplissent des fonctions économiques, sociales et culturelles. D'autre part, l'application des modèles de gestion mis en place par les organisations non gouvernementales (ONG) de conservation dans l'objectif de conservation, généralement traduits par de nouvelles règles au niveau des droits d'usages, d'accès et d'exploitation de ces ressources, ont des conséquences sur la vie paysanne et son organisation. Ces modèles de gestion contribuent à l'évolution des pratiques à la fois dans les systèmes de production mais aussi dans l'organisation sociétale, concernant l'accès au foncier, et les droits d'usages sur les ressources ; dans des contextes où les modes de gestion locaux sont rarement pris en compte par les acteurs de la conservation dans la définition des objectifs stratégiques et des modalités de l'action de conservation. L'enjeu de la conservation constitue alors celui de la conciliation et de la concertation entre acteurs de la conservation et paysans afin de trouver dans chaque contexte particulier les modes de gestion pertinents.

Ce contexte particulier pose plusieurs questions, auxquelles ce rapport se propose d'apporter des éléments de réponse :

1. A quelles échelles se définit le « problème » écologique et quelles sont les conséquences pour les pays en développement ?
2. Quels sont les impacts de l'urgence politique actuelle d'une multiplication de la surface des aires protégées à Madagascar sur les projets de conservation ?
3. Comment adapter les orientations nationales à la spécificité de chaque contexte local ?
4. La conservation est-elle porteuse de développement local ?

Les hypothèses ci-dessous guideront l'analyse :

1. L'émergence du problème écologique, défini par le triptyque Etats, recherche et ONG conservationnistes conduit à la définition d'un cadre normatif au niveau international qui conditionne l'aide dans les pays en développement, réserve de la biodiversité
2. L'urgence de la conservation à Madagascar, instaurée par la déclaration du président malgache à la conférence de Durban ne permet pas de mettre en place des actions de conservation viables
3. La mise en place des aires protégées doit répondre aux besoins et aux spécificités de chaque contexte local. Cela passe par la compréhension des systèmes de production et des modes de gestion des ressources naturelles locaux
4. L'absence de consultation des populations locales et l'absence d'actions intégrant l'objectif de développement local pour les populations ne permet pas de répondre à la problématique d'une conservation porteuse de développement

Après un bref historique de l'émergence, au niveau international, du « problème écologique » et des enjeux de la conservation tels que définis par la communauté internationale, ce rapport se propose, à partir du cas malgache, d'analyser la mise en place des objectifs internationaux dans le contexte national et de comprendre le rôle et le positionnement de chaque acteur ; Etats, recherche et ONG dans la problématisation de l'urgence écologique.

L'étude de cas de la mise en place de l'aire protégée de l'« Allée des baobabs », à Madagascar, nous permettra de comprendre un contexte local spécifique et le rôle des ressources naturelles dans l'organisation sociale et les systèmes de production locaux.

Ce site est devenu depuis quelques années un emblème symbolique et écologique, du fait de l'endémisme de l'espèce *A. Grandidieri* et plus encore de leur aspect esthétique de par de leur port de haute venue et leur forme reconnaissable facilement. L'analyse du projet de conservation tel que défini pour ce site aura pour objectif d'appréhender les conséquences au niveau local de la patrimonialisation d'une espèce communautaire et paysanne.

## **1. La gestion de la biodiversité à l'épreuve du tout écologique**

La genèse du concept de développement durable remonte loin au XIX<sup>ème</sup> siècle. Les naturalistes et taxonomistes signalent alors les risques de déperdition des espèces terrestres. Et c'est d'abord les sciences de la nature qui prennent part à la mise en œuvre d'une conservation de la « diversité biologique ». Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, les premières actions de conservation sont ainsi développées par les naturalistes eux-mêmes qui voient entre autre la déperdition de leur objet de recherche.

Science et politique ont toujours été étroitement. Les naturalistes cherchent dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle de modalités de conservation des espèces naturelles tandis que sont créées des institutions internationales, telle que l'Office International pour la Protection de la Nature (OIPN) ; aujourd'hui connu sous le nom de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature<sup>2</sup> (Cornu, Fromageau, 2003).

Le développement des préoccupations environnementales au niveau international n'est pas sans lien avec les premières approches des naturalistes. D'autre part, la conscientisation de l'opinion publique joue un rôle croissant tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle dans la naissance du problème écologique. Et c'est avec la naissance des ONG écologistes dans les années 1970 que se cristallise le débat actuel autour des ressources naturelles et de la gestion de la biodiversité

La mise en place de cadres normatifs de gestion des ressources renouvelables et de la biodiversité à l'échelle nationale répond au développement sur la scène internationale d'un débat auquel ces trois acteurs prennent part. L'enjeu de la préservation de la biodiversité se concentre d'autre part, sur certains points de la planète dont les forêts regroupent la majorité des ressources.

---

<sup>2</sup> Cette institution a été créée en 1934, deviendra en 1948 l'UICN sous l'impulsion de Julian Huxley, alors secrétaire général de l'UNESCO

La représentation du problème écologique et de la dégradation de l'environnement par ces trois acteurs est cependant éloignée des considérations des acteurs locaux, pour qui les ressources renouvelables assument un tout autre rôle.

### **1.1 Développement durable et biodiversité**

Sans remonter aux premières réflexions des sciences de la nature sur la disparition et la sélection des espèces (Darwin, 1854), la brève analyse des apports de la science naturaliste dans la définition du problème écologique doit nous permettre de comprendre les orientations internationales actuelles.

Dès la fin du XVIIIème siècle et le début du XIXème, les naturalistes sont mandatés par l'administration coloniale pour faire l'inventaire des espèces sur les différents continents. Les nombreux récits tirés de ces explorations contribuent à l'émergence d'une représentation de la nature dans l'imaginaire occidental. La diversité naturelle qui y est décrite est également considérée comme menacée par les activités humaines. L'idéologie d'une disparition des espèces naturelles qui serait catastrophique pour l'humanité se forge à partir du récit de ces scientifiques.

C'est donc à travers l'approche des naturalistes, qui médiatisent la présence d'une richesse écologique menacée par l'action humaine que se formalisent les premières actions de conservation. Mais la médiatisation et la vulgarisation du « problème écologique », comme la véritable mise en place d'un cadre normatif formel à niveau international, n'arrivent que plus tard.

Les premières actions de conservation remontent aux débuts des années 1900, date à laquelle est signée la première convention sur la conservation des espèces<sup>3</sup> (Cornu, 2003). Entre 1910 et 1940, toujours sous l'impulsion des naturalistes, se concrétise finalement le projet de conservation des espèces menacées en Afrique. C'est à cette époque que se sont créés les premiers parcs nationaux et réserves naturelles intégrales.

---

<sup>3</sup> Il s'agit de la convention de Londres établie en 1900, sur la conservation des espèces sauvages en Afrique. Elle ne sera cependant jamais ratifiée.

Le véritable tournant s'opère à partir des années 1970. La création du club de Rome d'une part, constitué de scientifiques et d'humanistes, médiatise l'idée d'une gestion respectueuse de l'environnement. Parallèlement, la multiplication des actions internationales autour de ces questions seront le point de départ d'un véritable questionnement de société autour de ces problématiques.

La multiplication des conférences internationales, et la formalisation de concept et notion autour de ces problématiques contribuent au développement d'un consensus international autour de ces questions. En 1986, apparaît ainsi la notion de « biodiversity »<sup>4</sup> (encadré 1) désignant « la totalité des toutes les variations du vivants » (Wilson, 1988) et 1987 donnera naissance au concept de « développement durable ».

Ces deux notions seront largement médiatisées par la suite et serviront d'appui à l'ensemble des actions pour la gestion durable des ressources naturelles. C'est à partir de celles-ci que se développe le cadre normatif de la conservation du vivant.

Le concept de développement durable devient un axe majeur de la coopération pour le développement dans les pays du Sud aux côtés des objectifs du Millénaire. Ses principes d'action décrits par la commission mondiale sur l'environnement et le développement<sup>5</sup> combinent les aspects économiques, environnementaux et sociaux dans un objectif de durabilité et s'applique à tous les domaines de la société.

Encadré 1 : définition du concept de biodiversité.

Définition selon la Convention sur la Diversité biologique (CDB) : « *La variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie : cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes* ».

*Article 2 de la CDB*

<sup>4</sup> Terme utilisé pour la première fois par le biologiste Walter G. Rosen lors du « National Forum of Biological Diversity » organisé par le « National Research Council »

<sup>5</sup> La Commission mondiale sur l'environnement et le développement a été créée en application de la résolution 38/161, adoptée à la 38e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à la fin de 1983

L'enjeu de la préservation de la biodiversité consiste alors à pérenniser des écosystèmes particuliers, sans lesquelles les diverses espèces naturelles ne pourraient subsister. D'autre part, la préservation des espèces constitue en lui-même un enjeu puisque celles-ci assurent des fonctions économiques, écologiques, sociales et culturelles. Leur préservation devient ainsi un enjeu de développement durable. La gestion de la biodiversité représente ainsi l'application concrète des problématiques que le développement durable pose à politique mondiale (Rodary *et al*, 1998).

La conférence sur l'environnement et le développement qui s'est tenue en 1992 à Rio, définit les orientations stratégiques pour la mise en place d'actions pour le développement durable. Au cours de cette dernière, la convention pour la diversité biologique sera adoptée au niveau international, faisant de la préservation de biodiversité un axe majeur du développement durable.

C'est au cours de cette réunion que se concrétisent l'ensemble des réflexions autour du développement durable et de la biodiversité et que s'établissent les normes internationales pour la gestion des ressources naturelles.

## **1.2 Les forêts tropicales : réserves de la biodiversité et enjeu de la conservation**

Dans ce débat et ce combat pour la préservation de la biodiversité, un écosystème en particulier est concerné : les forêts tropicales. Ces dernières, plus que n'importe quel autre type d'écosystème, servent de support au « combat emblématique » auquel se livre la communauté internationale (Michon, 2002). Les forêts tropicales abritent en effet un nombre d'espèces supérieur à l'ensemble du reste de la planète et totalisent plus de 50% de la concentration de ces dernières (Bergonzini, Lanly, 2000). Et de ce fait, ce sont des écosystèmes qui abritent des ressources dont les fonctions économiques sociales et culturelles justifient la conservation. Les questionnements sur les forêts tropicales remplissent ainsi toutes les orientations définies par le développement durable, de la préservation de la biodiversité aux changements climatiques, en passant par la réduction de la pauvreté (Bertrand et al, 2006).

C'est à partir des descriptions des explorateurs à l'époque coloniale que se forge l'ensemble des représentations liées à la forêt tropicale et à ses richesses. Les récits de voyages de cette époque, contribuent ainsi à développer l'image d'une nature immense et primaire, qu'il s'agit de préserver.

Le processus de colonisation et la découverte dès la fin du XVIIIème et le début du XIXème siècle de territoires nouveaux et notamment de la forêt tropicale contribue à l'expansion d'un imaginaire sur la nature (Michon G, 2002). Les premiers explorateurs décrivent des forêts impénétrables, inviolées et sauvages, images reprises par les taxonomistes de l'époque. Commerson (1727-1773) décrivait Madagascar ainsi à la fin XVIIIème siècle (en 1771) : *« C'est à Madagascar, que je puis annoncer aux naturalistes, qu'est la véritable terre de promesse pour eux ; c'est là que la nature semble s'être retirée, comme dans un sanctuaire particulier, pour y travailler sur d'autres modèles, que ceux auxquels elle s'est asservie ailleurs ; ses formes les plus insolites, les plus merveilleuses s'y rencontrent à chaque pas »*. (in Paulain et al, 1983)



Alors que dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux pays tropicaux créaient des parcs nationaux et autres réserves pour protéger des sites spectaculaires ou des espèces remarquables de grands mammifères et d'oiseaux (tigres en Asie, grands mammifères de plaine en Afrique, etc.), peu d'attention fut accordée à la protection des forêts denses, de leur flore et de leur faune<sup>6</sup> (Rakotovo L, Barre V, and Sayer J, 1988). Le constat d'une rapide déperdition de ces écosystèmes à la fin de la seconde guerre mondiale, lié à l'industrialisation et une exploitation croissante, et la part croissante des recherches dans ces milieux contribue à faire de cet objet particulier le point central des politiques de conservation de la biodiversité.

La multiplication des Congrès, et des conventions établies à niveau international autour de cet objet témoigne de l'émergence des actions ciblées sur les forêts tropicales. Ainsi les organismes internationaux publient en 1985 « les forêts tropicales : un appel à l'action », qui sera suivi en 1989 du Plan d'action pour la foresterie tropicale (PAFT) qui devra s'appliquer au niveau national, et dont l'objectif défini est de freiner la déforestation et de stimuler l'usage durable des forêts (Colchester et Lohmann, 1993).

Le Sommet Mondial sur le développement durable, qui s'est déroulé à Johannesburg en 2002, place ainsi les forêts dans le contexte du développement durable, en tant qu'élément contribuant au progrès économique et à la promotion sociale (Bertrand et al, 2006).

La conservation de la biodiversité est depuis l'émergence des orientations internationales considérée comme la responsabilité de tous. Et au devant des enjeux que représentent les forêts tropicales pour la planète, celles-ci sont devenues aux yeux de la communauté internationale un « bien public mondial » (« *global public goods* »). Cette notion introduite par le PNUD en 1999<sup>7</sup> et reprise en 2001 par la Banque Mondiale caractérise des objets dont la propriété est commune, et dont les externalités – positives ou négatives – ont un impact sur l'ensemble de la communauté internationale. Dans ce cadre, les agences gouvernementales préconisent une gestion publique et concertée entre tous les acteurs pour le « bien de l'humanité ».

---

<sup>6</sup> Coordinateur du Programme de l'UICN pour les forêts tropicales

<sup>7</sup> "Les biens publics mondiaux : coopération internationale pour le 21<sup>ème</sup> siècle" publié par le centre d'études du développement du PNUD en 1999

Ainsi elles sont considérées comme des biens de l'humanité et à ce titre tous les pays doivent contribuer à les préserver. Cependant, c'est bien dans les pays tropicaux, qui rassemblent la majorité de ces ressources renouvelables que les problèmes de conservation se posent, sous la pression de la communauté internationale qui établit ses priorités d'actions en fonction du degré de diversité des pays. C'est ainsi que la liste des hotspots de la biodiversité a été élaborée par Conservation International (figure 1). Ces derniers sont définis comme « les lieux présentant des concentrations exceptionnelles d'espèces endémiques et connaissant une exceptionnelle perte de l'habitat » (Myers et al, 2001)

Figure 1 : Les 25 hotspots de la planète

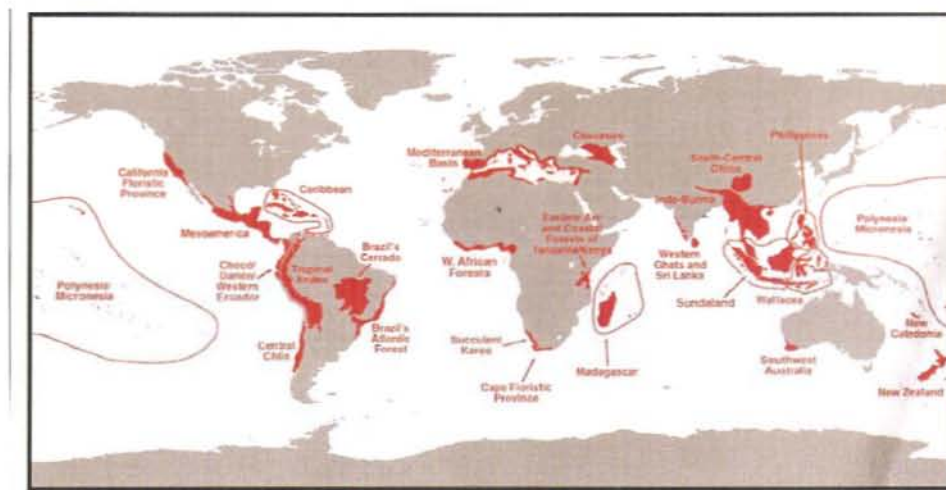


Figure 1 The 25 hotspots. The hotspot expanses comprise 30–33% of the red areas.

D'autre part, il convient de souligner que parmi les vingt cinq pays présentant une richesse naturelle importante à niveau international, huit, les « hottest hotspots », sont principalement touchés par les politiques internationales (Myers et al, 2001). Cinq facteurs clés permettent de déterminer, selon Conservation International, les pays ayant le plus grand taux de biodiversité et donc étant les plus importants en terme de conservation : le nombre de plantes endémiques, le nombre de vertébrés endémiques, le taux d'endémisme pour 100 km<sup>2</sup> des plantes et des vertébrés et enfin le taux de forêt primaire restants en fonction de la surface originelle. Le tableau 1 reprend ses facteurs pour classer les principaux « hottest hotspots » de la planète.

Tableau 1 : Les huit « hottest hotspots » de la planète

Hotspot	Endemic plants		Endemic vertebrates		Endemic plants/area ratio (species per 100 km <sup>2</sup> )		Endemic vertebrates/area ratio (species per 100 km <sup>2</sup> )		Remaining primary vegetation as % of original extent		Times appearing in top 10 for each of five factors
Madagascar	9,704	4	771	4	16.4	8	1.3	7	9.9	9	5
Philippines	5,832	8	518	9	64.7	2	5.7	2	3.0	1	5
Sundaland	15,000	2	701	5	12.0	10	0.6	10	7.8	7	5
Brazil's Atlantic Forest	8,000	5	654	6	8.7		0.6	10	7.5	6	4
Caribbean	7,000	6	779	3	23.5	6	2.6	4	11.3		4
Indo-Burma	7,000	6	528	8	7.0		0.5		4.9	3	3
Western Ghats/Sri Lanka	2,180		355		17.5	7	2.9	3	6.8	5	3
Eastern Arc and Coastal Forests of Tanzania/Kenya	1,500		121		75.0	1	6.1	1	6.7	4	3

### 1.3 De la construction du « problème écologique » sur la scène internationale

Si les scientifiques, et d'abord les naturalistes sont à l'origine de la définition de politiques autour de la gestion de la biodiversité, la montée en puissance, du mouvement politique écologiste à partir des années 1970 contribue à l'adhésion de l'opinion publique à l'approche environnementale.

A la différence des années 1970, où les scientifiques engagés étaient les moteurs de la définition de politiques, les mobilisations mettent cette fois en scène de nouveaux acteurs de la société civile, représentés par les Organisation Non Gouvernementales (ONG) conservationnistes (Bonneuil, 2005). Autrefois cantonnés à la relation chercheurs-décideurs, les choix sociétaux pour la gestion des ressources naturelles et les grands débats sur ces questions incluent maintenant d'autres types d'acteurs impliqués dans la vie publique (Callon *et al*, 2001).

Ainsi, la conservation des ressources naturelles qui avant 1970, était confinée à l'avis d'acteurs scientifiques et des gestionnaires gouvernementaux fait place à un ensemble d'acteurs civils qui deviennent acteurs de la conservation de la biodiversité.

Figure 2 : La définition du « problème écologique »



Ce sont ainsi plusieurs « micromondes » (Bonneuil, 2005), lieux officiels de production d'un savoir sur la dégradation des ressources naturelles, qui participent de la problématisation de l'urgence écologique. L'urgence écologique, devenue objet d'une politique publique, s'appuie sur une analyse de la dégradation des ressources naturelles. L'émergence de cet objet au sein des orientations des politiques publiques conduit à la définir comme un « problème politique » (Sarrasin, 2007). C'est à partir du « Diagnostic de Washington », que seront posées les bases du « problème écologique » et les réponses que les acteurs internationaux et nationaux doivent y apporter.

La production d'un savoir autour de la dégradation des ressources répond à des considérations propres à un groupe d'acteurs, qui répercutent des représentations de la nature tropicale à partir desquelles ils développent des modes d'intervention sur le milieu naturel et humain. Et si la conférence de Rio, qui stigmatise la dégradation des ressources naturelles prône la mise en place d'actions de conservation, elle souligne également la nécessité de l'implication des « communautés locales », c'est-à-dire des populations présentes sur les territoires où la mise en application des orientations internationales a lieu.

Cependant, la mise en place d'actions concertées de conservation, au sein desquelles les populations locales auraient un rôle à jouer se heurte à un problème épistémologique. La dégradation comme la gestion des ressources naturelles n'a en effet de sens qu'en fonction des usages qui leurs sont conférés (Figuié, 2001).

Et la divergence des attentes et des représentations autour des ressources naturelles est par ailleurs à la base d'un conflit entre gestionnaires des aires protégées et populations locales. Et c'est parce qu'elles fournissent des produits et qu'elles remplissent des fonctions économiques, sociales ou culturelles qu'elles sont l'objet d'un effort de gestion à niveau international. Cependant, les multiples acteurs impliqués dans la gestion du « problème écologique » ont chacun des attentes particulières par rapport à ces ressources. Le tableau 1 ci-dessous illustre les objectifs des différents acteurs dans la gestion des ressources naturelles :

Tableau 2 : Objectifs des acteurs de la conservation

Acteurs	Population rurale	Scientifiques de la conservation	Gouvernements	ONG conservationnistes	Bailleurs de fonds
Objectifs	Survie à long terme	Développement des connaissances	Maintien du pouvoir	Participation aux objectifs de conservation	Actions sur l'environnement

Source : adapté de Sarrasin, 2007

La multiplication des débats et conventions sur ces thématiques a pour conséquences la mise en place à niveau national d'une multiplicité d'actions pour la conservation des ressources.

Le « problème » de la dégradation et celui de sa gestion, s'associe dans les discours internationaux à celui de la pauvreté. Ainsi le World Resource Institute souligne en 2000 le lien entre croissance démographique, pauvreté et dégradation. La pauvreté serait, selon les organismes internationaux, à l'origine des pressions anthropiques exercées sur les ressources naturelles, dont dépendent les populations rurales des pays en développement en particulier ; et la dégradation de l'environnement elle-même contribuerait à l'augmentation de la pauvreté (dégradation des sols, baisse des ressources...). Les stratégies de réduction de la pauvreté pourraient ainsi contribuer à une baisse des dégradations de l'environnement. C'est dans le cadre de cette analyse, portée par les organismes internationaux que les projets actuels allient conservation de la biodiversité et développement local.

Or la mise en place des actions de protection de l'environnement au niveau local des orientations internationales pose des problèmes. Si les derniers débats, et notamment la conférence de Rio, pose les bases d'une participation des « communautés locales », en plébiscitant l'approche participative ; la réalité d'une implication de celle-ci sur le terrain est mitigée.

Les projets, majoritairement exogènes, et portés par les acteurs de la conservation (ONG et organismes étatiques) se combinent mal avec les réalités vécues des paysans et agriculteurs.

## **2. La mise en place des orientations internationales à Madagascar**

### **2.2 La problématisation de l'urgence écologique à Madagascar : forêts et dégradation**

Ce n'est pas pour le nombre des espèces présentes sur son territoire que Madagascar est connu mais plutôt pour l'endémicité de celles-ci. En effet, si sa biodiversité est considérée comme unique c'est pour son taux d'endémisme des espèces végétales et animales lié à son insularité ; taux pouvant atteindre jusqu'à 95% (Christie et Crompton, 2003). L'île abrite d'autre part un quart des espèces africaines et 5% des espèces du monde et quelques 8000 espèces endémiques, qui en font un joyau de la planète aux yeux de la communauté internationale (Goedefroit S, 2000). Ces caractéristiques ont fait du pays l'un des plus importants en termes de biodiversité à l'échelle internationale, si bien que Conservation International (CI), le classe parmi « les sept pays les plus importants en terme de conservation de la biodiversité et dont le poids écologique est comparable au poids économique du G7 », énoncé plus dogmatique que scientifique justifiant la multiplication des actions de conservation dans le pays.

Et sachant que la majorité des espèces naturelles malgaches sont dépendantes du milieu forestier (Lourenço, 1996), la conservation des forêts constitue le point d'orgue des actions de conservation de la biodiversité à niveau national.

Le discours d'une rapide déforestation, pas toujours démontrée scientifiquement cependant, et d'une dégradation des milieux naturels malgaches, participe d'une problématisation de l'urgence écologique à Madagascar. Le taux annuel de déforestation y atteint, selon les estimations par la FAO, les 1,6% soit 200 000 hectares (Myers, 1990). Ces dernières estimations sont cependant à relativiser.

L'émergence d'une médiatisation autour de la déforestation à Madagascar n'est pas récente. Déjà les premiers explorateurs, à l'image de Grandidier au XX<sup>ème</sup> siècle signalaient les conséquences catastrophiques de la déforestation liée à l'action de l'homme (Carrière, 2006). Cependant, les nombreuses estimations de la couverture forestière ne concordent pas avec celles de la déforestation. Selon l'Office national pour l'environnement, les forêts couvraient entre 14 à 16 millions d'hectares en 1950, la couverture actuelle est estimée à 12 millions d'hectares (Rapport sur l'état de l'environnement à Madagascar, cité par Aubert et Razafiarison, 2003). Ces chiffres ne correspondent pas avec les estimations du taux annuel de déforestation qui serait égal de 10 millions d'hectares de forêts disparues en 50 ans.

Et si la validité scientifique de telles données n'est pas certaine, ces éléments sont relayés par les ONG conservationnistes, à travers des discours catastrophistes de la dégradation des espaces naturels comme facteur de la déperdition des espèces et contribuent à la définition de l'urgence écologique (Carrière, 2006). Ceux ci servent d'argumentaire aux acteurs de la conservation, bailleurs de fonds et ONG de conservation pour souligner l'urgence des actions de protection des forêts tropicales. A cela s'ajoute aujourd'hui l'urgence guidée par les déclarations du président à Durban en 2004, comme nous le verrons plus loin.

D'autre part, la contradiction entre les estimations, vient certainement de la difficulté à caractériser l'objet forêt. Ainsi, à Madagascar, la forêt est pensée comme un « sanctuaire » non perturbé par la main de l'homme, et dont le caractère primaire justifierait la conservation (Carrière, 2006). Et s'il n'en est rien au vu de l'ancienneté de l'occupation humaine du territoire qui a contribué à la transformation du paysage forestier, cette image d'une forêt

primaire et vierge d'activité de l'homme appuie l'argumentaire d'une dégradation dont les populations sont les premières responsables.

Dans cette analyse, le paysan malgache serait au vu des acteurs politiques et des ONG de la conservation le principal responsable du recul de la forêt. Cette représentation contribue ainsi à jeter la culpabilité sur les systèmes de production paysans, basés sur l'agriculture sur brûlis, et qui seraient les seuls à la base du problème écologique. Si les conséquences des pratiques de culture sur brûlis (localement appelées « tavy ») sur les espaces forestiers sont indéniables, les sources de dégradation sont nombreuses : exploitation du bois d'œuvre, prélèvement du bois de construction, production de charbon sont autant de facteurs qui pèsent sur les ressources forestières comme le montre le tableau ci-dessous. (Minten et Moser, 2003).

Tableau 3 : Usages de la forêt au niveau des communes à Madagascar

Utilisation	Pourcentage de communes
Bois d'exportation	31
Bois de construction	78
Charbon de bois/bois de chauffe	68
Chasse	41
Tavy	39
Autres produits	10

Source : Recensement des Communes, Programme Ilo, Cornell University/FOFIFA/INSTAT, 2001

### 2.3 Mise en place et évolution du Plan d'action environnemental : la conservation comme urgence politique

L'émergence de l'ensemble des normes internationales concernant la gestion des ressources renouvelables s'applique à niveau national, sous la pression des bailleurs de fonds et s'allie à l'objectif de développement économique du pays.

Dès 1990, Madagascar est ainsi l'un des premiers pays à adopter le Plan d'Action Environnemental prôné par la communauté internationale. Avec l'adoption de celui-ci, le pays s'inscrit dans l'orientation internationale qui souligne que la préservation des ressources doit permettre, par la voie de l'implication des populations locales, d'insuffler aux PED une dynamique de développement économique et social (Andriamahefazafy, Meral, 2004). Cette adoption a pour conséquence la mise en place de tout un réseau d'opérateurs de gestion et d'institutions dédiées à la conservation des ressources naturelles. Avec la mise en place du



Plan Environnemental 1 (PE1) et du Plan Environnemental 2 (PE2), le pays opère alors une mise à niveau institutionnelle et développe son réseau d'aires protégées.

L'Agence Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP), supervisée par l'Office National pour l'Environnement (ONE), créées au cours de la première phase du PE permettent au pays de structurer son réseau d'aires protégées, dont l'ANGAP est seul gestionnaire. Les bailleurs de fonds et les ONG de conservation jouent un rôle prépondérant dans le financement et la promotion des aires protégées (Andriamahefazafy, Meral, 2004). Aujourd'hui, l'île compte 1 million 700 mille hectares d'aires protégées (carte annexe 1).

La conférence de Rio de 1992, puis l'adoption de la Convention sur la Diversité Biologique en 1995 contribuent à orienter les actions de conservation vers une plus grande implication des populations. L'application de lois permettant une gestion décentralisée des ressources en établissant des contrats avec les communautés locales, au cours du PE2 en sont l'expression (Chaboud *et al*, 2007).

La mise en place de ce réseau n'a cependant peu de conséquences au niveau local, malgré l'attention portée à la gestion dite participative dans le PE2. L'ensemble des réserves présentes sur le territoire sont des réserves intégrales n'admettant aucune activité humaines. Et cette action fait face à la critique internationale ; notamment par les ONG conservationnistes, dont le poids dans la construction du discours devient de plus en plus important.

La Conférence de l'UICN organisée à Durban contribue à stigmatiser l'action de conservation mise en place à Madagascar. Les aires protégées malgaches mises en place aux premières années du Plan d'action environnementale sont jugées obsolètes et non-conformes aux orientations définies par l'UICN (Chaboud *et al*, 2007). Le ralliement du pays aux six catégories d'aires protégées définies par l'UICN (annexe) est jugé nécessaire. D'autre part, si l'UICN préconise que 10% du territoire national dans les pays riches en biodiversité devrait être consacré à la conservation, Madagascar n'en compte que 3% à cette époque (Carrière, 2006).

C'est au cours du Congrès mondial des Aires protégées de Durban en 2003, que le président malgache, Marc Ravalomanana réaffirme la volonté de son gouvernement de contribuer à la

préservation des ressources naturelles. Il s'engage ainsi durant cette réunion à multiplier la surface des aires protégées afin d'atteindre les six millions d'hectares dans les cinq années à venir. La mise en place des nouvelles aires protégées doit d'autre part permettre, selon les vœux du président, le développement économique et social des populations locales et « favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles pour contribuer à la réduction de la pauvreté »<sup>8</sup>.

Cette déclaration a pour conséquences le développement d'autant plus important du réseau des aires protégées ; établies cette fois selon les catégories définies par l'UICN. « Le classement des aires protégées malgaches selon les catégories de gestion de l'UICN permet d'intégrer un système international qui peut être adapté aux réalités nationales »<sup>9</sup> (Annexe 2). C'est à la suite de cette conférence que sera créé le groupe d'appui technique « Vision Durban », constitué de représentants de plus de quarante organisations nationales et internationales dont un nombre important d'ONG conservationnistes œuvrant à Madagascar. Ce dernier est chargé de définir les zones prioritaires pour la conservation de la biodiversité ainsi que les modalités de gestion et les catégories des aires protégées (Carrière, 2006) ; pour lesquelles tous les modes de gouvernance sont cette fois possibles (en régie, en cogestion, privé ou communautaire). La carte des zones prioritaires pour la protection a été définie par le groupe vision Durban (annexe 3).

S'il est trop tôt encore pour analyser les conséquences d'une telle décision, le triplement de l'étendue des aires protégées en cinq ans apparaît comme une tâche quasi impossible et l'urgence de l'action laisse un doute sur la viabilité de celle-ci (Carrière, 2006). L'urgence écologique caractérisée par les discours catastrophistes sur la déforestation est devenue depuis 2004 une urgence politique, où la mise en place des nouvelles aires protégées dans l'optique d'extension des surfaces, devient une fin en soi.

L'étude de cas de la région du Menabe et plus précisément de la mise en place de l'aire protégée de l'allée des Baobabs nous montre la difficulté d'adaptation aux nouvelles modalités de gestion des catégories des aires protégées et d'allier les deux objectifs de développement local et de préservation de l'environnement.

---

<sup>8</sup> Extrait du Décret n° 2005-848 portant sur le code de gestion des Aires protégées

<sup>9</sup> Extrait du plan de gestion du réseau national des aires protégées, 2003

### **2.3 Vers une conservation « intégrée » ?**

L'évolution des objectifs de conservation à Madagascar va de pair avec l'évolution des réflexions à niveau international. L'émergence de l'idéologie conservacionniste jusqu'au milieu du XXème a contribué au développement des aires protégées intégrales, hors de portée de toute activité humaine. Les années 1970 constituent cependant un tournant visible à l'évolution des discours et des pratiques de la conservation. Les modalités de l'ensemble des actions de conservation, et dans la même lignée celles de la coopération internationale et bilatérale dans les pays en développement se transforment progressivement à partir de cette date.

Les critiques sociales autour des conséquences locales des actions de conservation intégrale se multiplient à partir des années 1980, années qui marquent le début de l'intégration des composantes sociales et économiques dans les actions de conservation (Rodary *et al*, 1998). La notion de « participation » naît de ces réflexions.

Ce changement de paradigme, s'il ne remet paradoxalement pas en cause les aires protégées intégrales, entraîne la création des nouvelles catégories qui doivent pouvoir répondre aux besoins de développement économique et social des populations. Ces dernières prévoient une gestion contrôlée des ressources naturelles au travers de formes d'aménagement spatial qui puissent coordonner ces différentes logiques. Dans ce contexte, les populations présentes sur les territoires doivent être intégrées dans le processus de décision menant aux actions de conservation. La réaffirmation du rôle de la « communauté locale » à la conférence de Rio en 1992 et la pression exercée sur Madagascar par les ONG conservationnistes marque l'acceptation de cette nouvelle orientation à niveau internationale ; orientation que les Etats en développement dont fait partie Madagascar se doivent de suivre.

Dans ce contexte, l'évolution des objectifs de conservation contribue à donner un nouveau cadre à la coopération au développement. L'encadré 2 en résume les grandes lignes.

#### **Encadré 2 : Principes généraux pour les projets de gestion durable de biodiversité**

##### **Biologiques**

- Adopter une approche écosystémique tenant compte de la biodiversité, de la structure et du fonctionnement des milieux (principes de Malawi)
- Rechercher des modes d'utilisation de la biodiversité plus efficaces, notamment par de nouvelles formes de mise en valeur du capital biologique, des stratégies de gestion diversifiées des ressources et l'utilisation de technologies adaptées.
- Réduire les impacts négatifs sur la biodiversité, en particulier l'extinction des espèces, l'introduction d'espèces et l'élimination de variétés locales de cultures, dans un écosystème et dans les écosystèmes en contact avec celui-ci.
- Accroître les ressources naturelles disponibles et maintenir la biodiversité existante pour les générations futures.

##### **Sociaux**

- Respecter les contextes culturels et sociaux ainsi que les besoins exprimés, en choisissant des approches adaptées aux conditions locales et en prenant largement en compte les savoirs et les usages indigènes/locaux.
- Impliquer les groupes pauvres et/ou marginalisés (notamment les femmes, les populations indigènes, les jeunes...) dans les processus de développement.
- Encourager la participation de tous les acteurs, en développant notamment les partenariats entre la société civile, les gouvernements et le secteur privé.

##### **Economiques**

- Encourager l'introduction d'incitations positives et réduire les distorsions de marché ayant un impact sur la biodiversité
- Favoriser l'accès au marché pour tous les groupes sociaux et promouvoir les pratiques de

commerce équitable

- Promouvoir le partage équitable des revenus et des coûts (incluant les bénéfices auxquels il faudrait renoncer) tirés d'une stratégie de conservation de la biodiversité à long terme et à toutes les échelles
- Reconnaître que des capitaux suffisants et leur pérennisation sur le long terme sont des éléments fondamentaux pour la gestion durable de la biodiversité

#### Politiques

- Favoriser la cohérence et les liens entre le niveau international, national et local, notamment en suivant les engagements pris dans les conventions internationales.
- Envisager des réformes politiques, légales et institutionnelles (particulièrement la décentralisation) qui puissent favoriser la gestion durable de la biodiversité
- Respecter et favoriser les droits, les usages et les modes d'utilisation locaux des ressources naturelles
- Intégrer la problématique de la biodiversité dans tous les domaines d'activité, dans le cadre de plans d'action nationaux et régionaux pour la biodiversité

Source : synthèse réalisée par Glyn Davis à partir de différentes compilations et de documents stratégiques pour la coopération, in Rodary *et al*, 1998

Face à ces nouveaux objectifs, les politiques de coopération à l'échelle internationale ou bilatérale se réactualisent. Les nécessités d'une information qui permette de reprendre les approches combinées de réduction de la pauvreté et d'utilisation durable des ressources naturelles sont à la base du développement d'une coopération scientifique pluridisciplinaires et de nouvelles synergies entre sciences sociales et sciences biologiques ; afin de reprendre l'ensemble des aspects de la problématique posée par ce nouveau paradigme de la conservation qui allie avancement économique, développement soc et bonnes pratiques environnementales. Ainsi, en France la création de l'Institut Français de Biodiversité coordonne les activités de coopération scientifique autour de ces questions dans les pays en développement, et à Madagascar.

Mais les discours vers une meilleure intégration restent encore largement l'adoption d'une position normative qui ne correspond pas nécessairement aux pratiques effectives des acteurs. Et si les « communautés locales » sont sanctifiées dans les discours comme des acteurs à part entière de la conservation des ressources, la réalité des modalités de création et de gestion des aires protégées est autre.

La mise en place des aires protégées reste encore trop souvent éloignée des considérations locales. Et les projets sont encore définis de façon exogène sans considérations des systèmes locaux de production et de gestion des ressources.

Ce processus de passage d'une conservation exclusive à une conservation intégrée est récent. Et les problèmes liés à la mise en place de modèles de gestion de l'espace qui allient les deux objectifs de conservation de l'environnement et de développement ne sont pas encore résolus.

Dans ce contexte, le développement de projets de recherche interdisciplinaires répond à ces problématiques. La part croissante des sciences sociales, aux côtés de sciences naturelles, dans les projets de recherche en est l'expression. La formalisation d'une science de l'environnement qui aux côtés des données biologiques sur les espèces, considère les relations entre l'homme et son environnement traduit cette évolution.

### **3. Le projet BaMaCo et l'étude des usages et représentations du Baobab**

#### **3.1 L'étude des Baobabs : enjeux et défis**

Sur les huit espèces de baobab, sept sont présentes à Madagascar et six sont endémiques. Le baobab est d'autre part représentatif d'un type d'arbre abondant dans les régions Ouest, Sud Est et Nord Est de l'île et sont des végétaux ligneux parmi les plus caractéristiques des écosystèmes forestiers tropicaux « secs » de la côte occidentale. Ces données font de cet arbre une espèce représentative des écosystèmes particuliers de Madagascar.

D'autre part, le baobab est symbolique pour la lutte pour la conservation de la biodiversité. Depuis plusieurs décennies, les scientifiques remarquent en effet une significative régression de leur distribution, qu'ils assimilent aux pratiques anthropiques, et en particulier à la déforestation. Les six espèces malgaches figurent d'autre part sur la liste rouge (« *Red List* ») de l'Union International pour la conservation de la nature (UICN) en tant qu'espèces en

danger ou en passe de l'être (annexe 4). Le baobab, arbre emblématique de Madagascar, est ainsi symbolique d'une biodiversité menacée. Et pourtant, tant les caractéristiques biologiques que les impacts de l'action humaine ainsi que la place des baobabs dans les systèmes de production des populations locales restent encore mal connus.

Dans ce contexte, le projet Baobab Madagascar Comores (BaMaCo) piloté par le CIRAD et financé par l'Institut français de Biodiversité (IFB), vise à développer une meilleure connaissance scientifique sur les aspects biologiques et sociologiques des Baobabs dans le but d'appréhender le phénomène de dégradation des écosystèmes et ses impacts sur l'espèce, et d'intégrer ces données à la définition de politiques et de pratiques intégrées, répondant à la fois aux besoins des populations et à la nécessité de préservation des écosystèmes fragiles. A Madagascar, quatre zones d'études ont été choisies.

C'est dans ce cadre que le projet de stage, cherche à étudier les modes d'utilisation et de gestion des Baobabs par les populations locales. Les données récoltées au cours du stage, permettront par la suite une meilleure compréhension des pratiques et stratégies locales quant à l'utilisation et aux modes de gestion des baobabs dans le contexte conservationniste actuel. A partir de ces données, d'autres études pourront être réalisées afin de mettre en relation savoirs scientifiques et savoirs locaux en ce qui concerne l'espèce.

Le paysage, est une construction à la fois historique, sociale et culturelle d'un environnement naturel ; et « l'agencement, l'utilisation et la transformation [du manteau végétal] répond aux besoins et aux moyens des sociétés en présence, à leur dynamisme démographique ou spatial, et à la nature de leur organisation » (Pelissier, 1980). L'analyse des usages et représentations liés au baobab doit permettre de comprendre en quoi la présence ou l'absence de cet arbre particulier relève d'un choix caractérisé par des stratégies ou besoins ciblés et répond à des critères d'ordres économiques, culturel, social et organisationnel des sociétés et en quoi en retour ces arbres ont structuré et façonné les modes de pensée et l'organisation sociale de ces sociétés.

L'étude porte sur trois axes :

- (i) la place des ressources ligneuses en particulier celle des baobabs au sein des systèmes de production,

- (ii) les facteurs déterminants des savoirs locaux liés aux arbres dont les baobabs,
- (iii) l'analyse diachronique du contexte dans lequel évoluent les sociétés voisines des baobabs. Ces trois axes contribuent à la compréhension de l'évolution des pratiques sous l'influence des actions extérieures sur des territoires organisés.

### 3.2 La région du Menabe comme laboratoire

Depuis quelques années, la région du Menabe, au Sud-Ouest de Madagascar a connu une multiplication des actions de conservation. Cette région est caractérisée par la présence de trois espèces de Baobab, et de sites remarquables tels que la célèbre allée des Baobabs, l'un symbole national et levier économique pour la région, du fait de son attrait touristique.

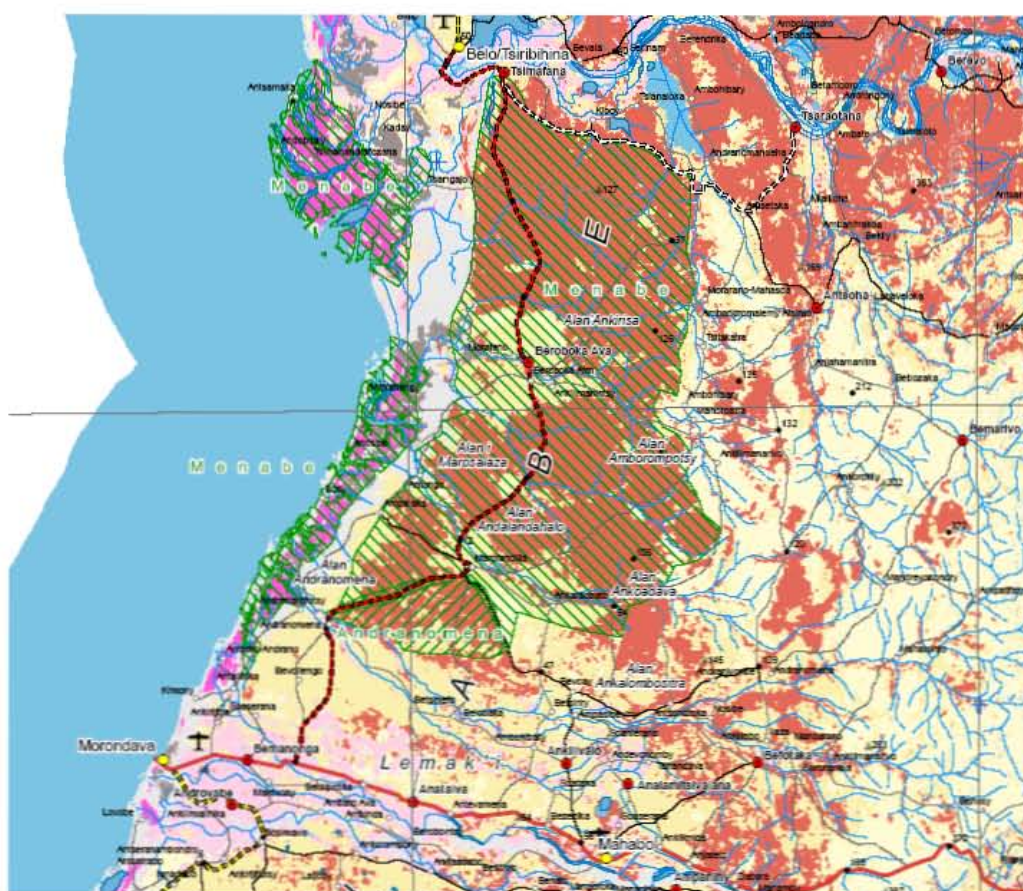


Figure 3 : Carte de la région du Menabe



La multiplication des actions de conservation dans la région, attachées à conserver entre autre ces espèces, a des conséquences sur les usages et savoirs locaux voire leur érosion, mais aussi sur les représentations paysannes de par la nouvelle réglementation mise en place, qui guide aujourd'hui les pratiques paysannes et transforme les modes de gestion de cet arbre.

La région du Menabe, est caractérisée par une forêt dense sèche, semi caducifoliée dont l'ensemble de l'étendue sur l'ouest du territoire représente 30% du couvert forestier national soit 398 000 hectares en 1996 (Ministère des eaux et forêts de Madagascar, 2000).

Le Menabe un centre important de diversité et d'endémisme. La création des aires protégées y est ancienne ; la forêt de Kirindy, la réserve intégrale d'Andranomena notamment.

Aujourd'hui, le plan de gestion des aires protégées, établis à la suite de la déclaration de Durban en 2003 envisage l'extension des aires de conservation. Ainsi, pour la région du Menabe, les mesures additionnelles de conservation, signale son importance « pour la conservation des écosystèmes terrestres et aquatiques ». D'autre part, son « potentiel écotouristique, joue également un rôle majeur » (Plan de Gestion des aires Protégées 2001-2003<sup>10</sup>).

Aujourd'hui, sous l'influence de la nouvelle politique gouvernementale, les actions se multiplient et la région connaît de nombreuses transformations pour la mise en place des nouvelles aires protégées. L'allée des Baobabs, classée monument naturel (annexe) et la création de l'aire protégée du Menabe Antimena qui intégrerait l'ensemble des aires de la région sont les dernières actions de conservation en date.

Les deux terrains d'étude, le village de Bekonazy (situé aux abords de l'allée des Baobabs) et le village d'Andranomena (situé à 10km de Bekonazy sur la RN8 allant de Bemanonga et à



<sup>10</sup> Voir [http://www.parcs-madagascar.com/cape/pl\\_grap1.html](http://www.parcs-madagascar.com/cape/pl_grap1.html)

Belo sur Tsiribihina), choisis pour l'analyse comparative présentent des caractéristiques distinctes :

Tableau 4 : Critères des terrains d'étude

Variables / Village	Bekonazy	Andranomena
Groupes ethniques principaux	Antandroy	Sakalava
Systèmes de production	Production rizicole couplée avec cultures sèches	Production rizicole, cultures sèches et activités de pêche et de collecte
Actions de conservation	Fanamby : site classé monument naturel en 2007, en phase d'élaboration	ANGAP : réserve spéciale créée en 1953 par les Eaux et Forêts et dont la gestion a été reprise en 1994 par l'ANGAP

### **3.3 Matériel et méthodes**

La mise en place du protocole d'enquête répond à la définition des objectifs de l'étude.

A partir des objectifs de recherche, plusieurs thèmes ont été identifiés :

- Savoirs locaux guidant l'usage des ressources
- Evolution des usages autour des ressources ligneuses et des Baobabs
- Histoire des changements écologiques, sociaux et juridiques intervenus dans la zone

Pour répondre à la problématique de recherche, le protocole d'enquête a été établi comme suit, et a évolué tout au long de l'étude :

Tableau 5 : Variables identifiées pour le déroulement de l'étude

#### **Usages des ressources forestières et place du Baobab dans ces usages :**

Activités	Variables	Méthodes
Etude des systèmes de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Type de culture</li> <li>- espaces cultivés</li> <li>- espaces de collectes</li> </ul>	Entretiens semi directifs, cartographie

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- systèmes de rotation</li> <li>- Part des produits agricoles dans consommation et revenu monétaire</li> </ul>	
Etude des usages des ressources ligneuses	<ul style="list-style-type: none"> <li>- espèces utilisées</li> <li>- produits consommés et vendus</li> <li>- part des ressources ligneuses dans consommation et revenu monétaire</li> </ul>	Entretiens semi directifs, observations
Etude des usages du Baobabs dans les systèmes de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>- espèces utilisées</li> <li>- espèces plantées / collectées</li> <li>- modes d'utilisation</li> <li>- espaces concernés</li> </ul>	Observation, entretiens, inventaire des espèces utilisées, cartographie des espaces
Etude des fonctions du Baobab	<ul style="list-style-type: none"> <li>- produits consommés, vendus</li> <li>- rôle des Baobab dans l'organisation sociale</li> <li>- rôle symbolique des Baobabs, rituels</li> <li>- services écologiques rendus</li> </ul>	Observations, Entretiens semi directifs

### Analyse sociale des changements intervenus dans le milieu

Activités	Variables	Méthodes
Etude des transformations du milieu naturel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- histoire du village</li> <li>- histoire des pratiques</li> <li>- perceptions du milieu naturel et changements intervenus</li> <li>- distribution des ressources</li> </ul>	Entretiens semi directifs, chronologie, Observations, inventaires
Etude des transformations du milieu social	<ul style="list-style-type: none"> <li>- nouveaux groupes intégrés dans l'organisation sociale, rôle</li> <li>- migrants, étrangers et vision des groupes sur ces nouveaux arrivants</li> <li>- relation pouvoirs publics / pouvoirs coutumiers / ONG conservationnistes</li> </ul>	Entretiens des membres des différents groupes
Etude des transformations des pratiques autour des ressources	<ul style="list-style-type: none"> <li>- nouvelles espèces ligneuses utilisées</li> <li>- changements dans l'utilisation des ressources ligneuses et du Baobab</li> <li>- espèces de substitution pour les usages</li> </ul>	Entretiens semi directifs, observations

**Compréhension des modes de gestion coutumière des ressources forestières et de l'influence des nouvelles modalités juridiques introduites par le contexte de protection :**

Activités	Variables	Méthodes
Etude des modes de gestion (modalités d'accès et d'usages des ressources)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- règles d'accès aux parcelles et aux arbres</li> <li>- interdits/obligations préalables à l'usage, l'accès</li> <li>- Règles d'accès en fonction des ethnies, du sexe, du statut social</li> </ul>	Entretiens semi directifs, entretiens de groupes, cartographie
Etude de la mise en place des lois sur la conservation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Choix guidant la mise en place de nouvelles règles</li> <li>- Règles juridiques adoptées</li> <li>- Modalités d'application</li> </ul>	Documents administratifs, Entretiens avec les institutions de conservation

Le travail d'enquête s'est déroulé pendant soixante jours dans les deux villages d'Andranomena et de Bekonazy, réalisés en trois temps de 15 jours, 35 jours. Une centaine d'entretiens semi directifs, portant sur les différents aspects des systèmes de production, de l'usage des ressources ligneuses et des transformations du milieu ont été réalisés (annexe 5). Ce type d'entretien, défini par Kaufmann comme des « entretiens compréhensifs » a pour objectif de recueillir les propos des enquêtés. L'analyse par recoupement des entretiens doit permettre de relever les variables récurrentes et déterminantes dans la compréhension du thème de recherche pour repérer des processus sociaux sous-jacents (Kaufmann, 1996). Les enquêtes ont été menées selon les principes triangulation, c'est-à-dire le recoupement de l'information auprès de plusieurs enquêtés ; et d'itérations, signifiant les allers retours entre les hypothèses de recherche et le terrain. Les enquêtés et le nombre d'enquête réalisées ont été choisis de façon à élaborer un échantillon suffisant en fonction des variables suivantes : âge, sexe, ethnie, situation sociale, activité dominante, et temps d'implantation dans la zone. La dernière phase d'enquêtes a consisté en des enquêtes systématiques permettant de confirmer les hypothèses et de quantifier le phénomène.

Des cartes à dire d'acteurs réalisées avec des petits groupes ont été réalisés dans chaque village et des relevés GPS des zones agricoles ont été effectués.

Plusieurs entretiens concernant les actions de conservation ont été réalisés auprès des gestionnaires des aires protégées et de la délégation régionale du Ministère des Eaux et Forêts et du Tourisme du Menabe.

Enfin, une restitution des données de terrain a été organisée auprès des habitants du village permettant la confirmation des données récoltées.

## **4. Systèmes paysans et usages des ressources ligneuses**

### **4.1 Systèmes de production locaux**

Pour les deux villages étudiés, le système de production est basé sur la pratique de la culture de manioc et de maïs sur abattis-brûlis (« *hatsake* »), « le terme désignant à la fois le système de culture et les champs sur lesquels il est mis en œuvre » (Aubry, Ramaromisy, 2003). Cette pratique consiste, sur une parcelle choisie et non appropriée, à élaguer les arbres pour à mettre à feu. Le système de culture sur brûlis (« *hatsake* ») est un système qui repose sur les éléments minéraux contenus dans les arbres que l'on brûle lors de la préparation du champ de culture. La fertilité ainsi obtenue, après défriche permet la mise en culture des terres pendant plusieurs années. Lorsque commencent la repousse des herbes, et que la fertilité des sols baisse, la terre, qui ne fournit plus de bons rendements agricoles est alors abandonnée ; pour aménager une nouvelle parcelle (Aubry, Ramaromisy, 2003). La mise en culture

fonctionne ainsi en rotation sur plusieurs années jusqu'au retour sur la première terre défrichée.

L'aménagement d'une parcelle par la pratique de la culture sur brûlis est par ailleurs un mode d'appropriation de la terre. Le premier aménageur (qui s'installe sur un terrain non encore approprié) acquiert ainsi un droit d'usage exclusif interne de la terre, pour lui et sa famille. Ce droit étant transmissible par héritage et indéfini. Les terres défrichées puis laissée en friche (« *monka* ») conservent leur statut de terres appropriées pendant plusieurs années, et ce tant que le premier aménageur reste à proximité de l'espace en friche. Le droit d'usage exclusif se termine, selon les informations recueillies auprès des enquêtés, lorsque la terre est laissée trop longtemps et « que la forêt s'y développe » ou que son aménageur s'en est trop éloigné. Le terrain est alors libre pour une nouvelle occupation.

Ce système de production agricole est aujourd'hui couplé avec celui de la riziculture. Si la pratique de la riziculture remonte loin (« nos ancêtres faisaient déjà de la riziculture »), les paysans signalent que cette pratique était autrefois minoritaire. Cette activité, aujourd'hui devenue l'activité principale de tous les agriculteurs, est rendue possible par la mise en place de canaux de drainage à partir de la rivière avoisinante. Les stratégies paysannes actuelles consistent donc en la recherche de l'aménagement de rizières, pratique difficile, caractérisée par la mise en place de réseaux d'irrigation complexes. Cette forme de mise en culture implique en principe un droit d'usage exclusif et inaliénable, reconnu par l'ensemble de la communauté ; à l'inverse de la pratique de défriche brûlis, qui comme on l'a vu, peut faire l'objet d'une nouvelle appropriation en cas d'inexploitation prolongée.

Aux côtés de ces deux modes de cultures, principalement vivriers, d'autres activités permettent un complément de revenu : la fabrication du charbon et l'élevage de bovins ou de chèvres (majoritairement pour les Tandroy à Bekonazy) sont les principales activités complémentaires ; certains pratiquant également la pêche en mer et d'autres ayant développé des activités agricoles complémentaires (céréales, pois du cap, arachides, maraîchage). Le développement des activités agricoles nouvelles est lié à la demande extérieure d'une part (possibilité de marché) ou à la pression exercée par les actions de conservation, nécessitant une reconversion agricole, comme nous le verrons plus loin.

A Bekonazy, l'activité est à l'origine principalement la culture de manioc et de maïs après défriche d'une partie de la forêt dense. Après 3 ans de mise en culture, la terre est laissée en friche pour essarter une nouvelle terre. Le processus fonctionnant en rotation sur une dizaine d'années jusqu'au retour à la première parcelle défrichée. Le défrichement d'une parcelle, implique son appropriation par le défricheur, appropriation unanimement reconnue par la communauté. Les terres étant non appropriées originellement par les Sakalava, selon les enquêtés du Fokontany, les migrants ont pu développer un vaste processus d'appropriation de la zone. La migration à l'origine envisagée pour une courte durée, était destinée à l'enrichissement avec l'objectif d'un retour rapide vers le village natal. Depuis, elle s'est transformée en migration longue dans le cadre du réseau familial. Les nouveaux venus aujourd'hui sont majoritairement des membres des familles Tandroy originaires de Bekily (au sud du pays) aujourd'hui installés dans la zone. Depuis, beaucoup de migrants se sont installés définitivement dans la région du Menabe, sans objectif de retour, adoptant ou respectant les coutumes des premiers occupants du territoire, les Sakalava.

Les enquêtes auprès des institutions et l'histoire locale de la zone permettent d'établir une chronologie des événements importants, facteurs de l'évolution des pratiques.

En 1980, la construction d'une usine de fabrication de sucre (SIRANAL, devenue SUCOMA) aux abords du Fokontany, transforme le système de production. L'écoulement de l'eau servant au blanchiment du sucre vers les terres agricoles permet aux paysans, par le biais de réseaux d'irrigation développés par leurs soins, d'aménager les terrains défrichés en rizières. L'activité agricole s'organise alors d'une part avec la riziculture, devenue majoritaire, et d'autre part avec le maintien des cultures sèches (manioc et maïs principalement) sur les terrains de défriche brûlis (« *hatsake* ») non aménagés en rizières. La présence de l'eau et la possibilité de riziculture sont à l'origine de nouvelles vagues de migration dans la zone.

Le territoire du Fokontany de Bekonazy est aujourd'hui entièrement occupé et approprié et si à l'époque l'appropriation foncière se faisait par le « droit de hache », l'accès à la terre se fait désormais principalement par achat ou prêts à court terme, dans le cadre du réseau familial.

En 2004, deux événements transforment de nouveau les systèmes de production paysans. D'une part, la décision du ministère de la santé de couper l'écoulement de l'eau de la sucrerie, jugée cancérigène et mauvaise pour la santé ; décision couplée avec le classement du site en monument naturel, l'interdiction de riziculture dans l'objectif de préservation des Baobabs.

L'activité rizicole s'arrête alors. Les activités productives actuelles sont la culture sèche : manioc, maïs et arachide et le développement des cultures maraîchères sous l'impulsion externe de Fanamby, opérateur en charge de la gestion et l'aménagement de l'aire protégée. Aujourd'hui la population ne s'est pas encore adaptée aux règles imposées.

Dans ce contexte, la principale source de revenus est devenue la production de charbon. Anciennement utilisé comme complément de revenu ou en période de crise, le charbon est donc aujourd'hui devenu la ressource principale. Le contexte de conservation contribue ainsi à l'extension de la défriche et de la coupe des arbres pour les besoins de la production.

D'autre part, les paysans restent dans l'attente de nouvelles terres aménageables en rizière ou d'une solution proposée par Fanamby pour la pérennisation de l'activité rizicole (irrigation / digue de protection et irrigation / nouvelles terres...), devenue en vingt ans la culture principale de l'ensemble des paysans de la zone.

## **4.2 Place des arbres dans les systèmes de production**

L'arbre au sein de ce paysage constitue une ressource très utilisée dans la vie paysanne. Les produits qu'ils fournissent sont nombreux : bois de construction, bois de chauffe, fabrication des outils, plantes médicinales, nourriture (Tableau 6). Les espaces arborés ainsi sont multifonctionnels et « fournissent, en même temps, des produits et des services. » (Sibelet, 2007)<sup>11</sup> utiles aux communautés.

La fonction première des arbres est de fournir des produits, pour l'autoconsommation (bois de chauffe, bois de construction, collecte), ou dans un objectif marchand (charbon, fruits), qui répond alors à une demande externe en cas de besoin de revenus monétaires. L'arbre est donc un élément important dans le système de production agricole du fait de son caractère multifonctionnel. « Parallèlement aux fonctions de productions de biens marchands, [l'activité productive] remplit des fonctions conjointes génératrices de biens non marchands dans les

---

<sup>11</sup> "the multiple potential of the trees which provides, at the same time, products and services"



domaines sociaux, économiques et environnementaux » (Dulcire M, 2000). Et dans un système paysan où l'activité agricole est majoritairement vivrière, les ressources forestières, aux côtés des quelques cultures destinées à la vente, sont utiles à la création d'un revenu monétaire utilisé pour l'achat de biens de consommation quotidiens (café, sucre...). Selon la demande externe, il peut ainsi servir de complément de revenus au besoin, mais est surtout utile à l'autoconsommation.

Cependant, dans les périodes de crises et de difficultés liés à des rendements agricoles faibles notamment, les ressources forestières peuvent devenir la principale source de revenus, nécessaire à l'achat des biens de consommation indispensables (riz lorsque la production est insuffisante, aliments de base). Elles jouent en quelque sorte le rôle de « roue de secours ». C'est le cas aujourd'hui à Bekonazy notamment, où suite aux difficultés alimentaires liées à l'interdiction de la riziculture, les populations ont adopté une stratégie minière comme moyen de faire face à la crise. Les entretiens ont ainsi révélé que l'activité de fabrication de charbon est plus importante aujourd'hui qu'avant la coupure de l'eau, celle-ci étant devenue la première source de revenus. Le volume de production a augmenté et parfois doublé voire plus selon les capacités familiales, entraînant un contexte de concurrence pour l'accès au bois de charbon (visible notamment par l'évolution des règles coutumières d'accès et d'usage à cette ressource). Cette activité « refuge » est encouragée par une demande importante par la ville, Morondava. C'est donc une pratique qui permet de pallier le manque de revenus générés par les activités agricoles.

Aux côtés de ces fonctions économiques, les arbres remplissent également des fonctions sociales et symboliques, pour une famille, un lignage ou une communauté villageoise. « D'une part, en tant qu'élément visible du territoire, c'est une marque » (Lauga Sallenave and Sibelet, 1998 ; Lauga-Sallenave, 1996)<sup>12</sup>. Et la place des arbres dans l'organisation sociale et dans les représentations est telle que la reconnaissance de l'espace se fait à partir de ces derniers d'une part. Ainsi, dans la zone étudiée, les noms des villages sont des toponymes, ils reprennent souvent les éléments du paysage qui les constituent, particulièrement les éléments naturels : Bekonazy (Grand jujubier) ; Andrenalafotsy (aux Baobabs blancs) en sont des exemples. D'autre part, les arbres sont fréquemment utilisés dans les rituels et marquent la

---

<sup>12</sup> "The rural tree has also social and symbolic functions. On the one hand, as a visible and perennial element in landscape, it is a mark ; on the other hand, as sheltering invisible pantheon, it is a signature"

relation entretenue avec les ancêtres. Cette fonction est remplie par l' « *hazomanga* » poteau en bois (généralement de *Cedrelopsis*) détenu par le chef du lignage, et qui fait le lien entre les membres du lignage et les ancêtres lors des cérémonies lignagères (Fauroux, 1989).

Enfin, à niveau symbolique, les caractéristiques d'un arbre peuvent être se transférer sur un individu. Ainsi planter un *Ficus Reflexa*, localement appelé « *Laza* » (littéralement renommée, glorification) apporte la gloire et la prospérité. Les dénominations vernaculaires des arbres reprennent ainsi parfois ses caractéristiques visibles ou morphologiques mais également ses fonctions sociales ou symboliques au sein de la société, selon des processus d'association. Une étude ethnobotanique plus approfondie sur les savoirs locaux et permettrait d'approfondir ces caractéristiques.

Tableau 6 : Les Utilisation des arbres dans les communes de Bekonazy et d'Andranomena

Utilisations	Espaces / types de bois	Fonctions
Culture par défriche Brûlis	Forêt secondaire	Economique, sociale
Charbon	Bois de défiche	Economique (marchande)
Bois de construction permanente	<i>Cedrelopsis grevei</i> (« <i>Katrafay</i> »), <i>Palissandre</i> (« <i>Manary</i> »)	Economique
Bois de construction temporaire	Bois des forêts secondaires	Economique
Bois de chauffe	Bois de forêts secondaires	Economique
Pharmacopée	<i>Cedrelopsis</i> (« <i>Katrafay</i> »), <i>Tamarinier</i> (« <i>Kily</i> »), <i>Samotsy</i> ...	Sociale
Plantes alimentaires	Patates sauvages (« <i>Ovy</i> »), feuilles de manioc (« <i>Tavolo</i> »)	Economique
Culture	Bananiers, papayers, manguiers	Economique (marchande + autoconsommation)
Sacré	<i>Tamarinier</i> (« <i>Kily</i> »), <i>Baobab</i> (« <i>Reniala</i> »)	Sociale, symbolique
Repère dans l'espace	<i>Baobabs</i> , <i>Tamariniers</i> principalement	Sociale

La pratique de culture sur abattis brulis contribue à l'appauvrissement des ressources ligneuses, principalement celles caractérisées par une croissance lente (Blanc-Pamard, 2005). Tous les paysans ayant vécu longtemps dans la zone signalent ainsi la quasi-disparition de certaines espèces, notamment d'espèces endémiques comme le *Hernandia voyroni* (« *hazomalany* »), le *Securinega perrieri* (« *hazomena* »). Ces derniers soulignent notamment la difficulté de plus en plus importante à trouver le bois dur (principalement *Dalbergia* (« *palissandre* »), *Cedrelopsis grevei* (« *katrafay* ») nécessaire à la construction permanente. Aux dires des paysans, ces espèces sont aujourd'hui presque introuvables, ce qui entraîne

l'éloignement des lieux de collecte de ces bois, couplé avec la mise en place de lois sur l'exploitation et le prélèvement des bois, nécessitant aujourd'hui un permis onéreux, ce qui rend d'autant plus difficile leur utilisation.

Les transformations sociales et écologiques, ainsi que l'évolution des fonctions des arbres, dont la valeur marchande augmente sous le poids de la demande extérieure, ont des conséquences sur les modes de gestion de ces derniers, mais aussi sur l'évolution des usages autour de ces ressources.

La diminution d'une ressource entraîne la recherche d'une ressource de substitution, l'abandon de la pratique ou le cas échéant la recherche de la ressource rare en dehors du territoire. Quelques espèces restent notamment présentes sur le territoire, pour des raisons économiques, sociales, et culturelles. Ainsi les Baobabs sont nombreux dans la zone ; et l'on décompte quelques 298 individus au sein des 320 hectares de l'aire protégée de l' « Allée des baobabs », abritant majoritairement des *A. Grandidieri* et une dizaine de *A. Rubrostipa* (compte effectué par le gestionnaire de l'AP en charge du suivi écologique de tous les individus de la zone). La présence d'une forte concentration de Baobabs confère à cette ressource une importance d'autant plus grande.

#### **4.3 Le Baobab : arbre multifonctionnel**

Au sein du système de production, le baobab joue un rôle particulier. Les produits tirés du baobab sont nombreux. Ainsi, l'écorce est utilisée comme tuile pour le toit, et sa richesse en calcium lui conférant également une place dans la pharmacopée traditionnelle. Les fibres permettent la fabrication de cordage. Les graines, les fruits et les champignons collectés sur le tronc après la chute de l'arbre sont utilisés comme aliments pour l'autoconsommation familiale. Presque tous les produits ont par ailleurs une valeur marchande, liée à la demande extérieure : fruits vendus aux touristes, graines utilisées pour la fabrication d'huile, écorce et fibres vendue au marché de Morondava ou de Bemanonga pour ses propriétés médicinales ou pour la fabrication des cordes utilisées pour l'attelage.

Enfin, l'arbre est considéré, au même titre que le Tamarinier, comme le réceptacle des esprits. Certains sont ainsi sacrés et sont l'objet de rituels, familiaux ou communautaires. Ses

fonctions symboliques sont nombreuses ; en témoigne la dénomination du *Grandidieri* nommé localement « *Reniala* », signifiant « *mère de la forêt* ». Sa longévité lui confère un statut « d'arbre surnaturel » ; et son importance est également manifeste dans la constitution du paysage ; « c'est un décor pour la région, comme une femme dans la maison ». La majorité des interviewés soulignent par ailleurs que cette espèce de baobab « attire les pluies » et amène l'eau.

Ainsi, cet arbres assume de nombreuses fonctions pour les populations ; fonctions économiques (autoconsommation, et marchande), fonctions sociales (marquage fonciers), fonctions symboliques (sacré, rituel), fonctions paysagères.

Cependant, ces fonctions et usages du baobab diffèrent selon l'espèce considérée. Ainsi, si le *A. Grandidieri* (« *Reniala* ») est un arbre multifonctionnel (tableau 7), le *A. Rubrostipa* (« *fony* » ou « *za* » en fonction du lieu et de la population considérée) et le *A. za* ne sont que très peu utilisés, si ce n'est pour l'écorce utilisée comme revêtement pour les toits et les fibres pour la fabrication de cordage. Un proverbe Tandroy le souligne « *Lebe tsy za atao hazo, tamango* » (« même s'il est grand, le baobab / za ne permet pas de faire du bois, un cercueil »).

Tableau 7 : Usages et fonctions des produits tirés du baobab *A. Grandidieri* ("Reniala")

Ressource	Usage	Fonction
Ecorce	Recouvrement des toits / murs des cases	Economique
Ecorce	Pharmacopée	Sociale
Fibres	Cordage	Economique
Fruits	Autoconsommation + vente aux touristes	Economique Marchande
Graines	Vente aux Indo Pakistanais (avant la disparition des fruits) + autoconsommation (graines pilées comme assaisonnement et fabrication d'huile artisanale = usage très peu cité)	Economique Marchande
Tronc tombé	Collecte de champignons	Economique
Arbres	Croyances / rituels / arbres sacrés	Symbolique et sociale
Arbres	Marqueurs fonciers / repères dans l'espace / nom de villages	Sociale, Paysagère

L'usage dans la pharmacopée traditionnelle en particulier, mais aussi la fabrication de cordage sont liés des savoirs locaux. Ces savoirs s'inscrivent donc dans un contexte régional où la présence des baobabs a permis aux populations de développer un savoir particulier autour de ces arbres. Ainsi, sur les deux zones étudiées les populations Sakalava, Tandroy et Tanoshy, implantées depuis longtemps dans la région, connaissent les propriétés médicinales et les usages de l'arbre et transmettent ce savoir. A l'inverse, les populations récemment installées n'ont aucun usage de l'espèce. Ces données confirment l'existence d'un savoir local lié à l'ancienneté du contact avec un environnement écologique où les baobabs sont présents. Les populations seraient de ce fait de potentielles gestionnaires de cette ressource.

Les changements écologiques intervenus dans la zone ont, dans le cas du Baobab, une influence sur l'évolution des pratiques. La difficulté à trouver certaines espèces traditionnellement utilisée pour la construction contribue à donner une nouvelle valeur à cet arbre. L'usage de l'écorce de baobab comme toiture ou pan de mur est ainsi devenue une ressource de substitution pour de nombreux ménages. Si traditionnellement le roseau ou les graminées sont les plus espèces les plus utilisées pour ces usages du fait d'une longévité supérieure (3 à 4 ans selon les dires des enquêtés), l'absence de ces espèces sur le territoire et le coût que celui-ci représente à l'achat contribue à préférer une ressource de substitution. L'écorce de baobab plus facile à trouver parce que directement accessible est ainsi utilisée aujourd'hui pour cet usage, et ce même si les toits sont alors moins résistants (1 à 2 ans maximum).

D'autre part, si les règles d'usages sont implicites et générées au niveau du village ; des règles particulières peuvent être définies à niveau personnel sur les parcelles appropriées. L'apparition de règles définies par un seul individu et qui s'appliquent uniquement sur l'espace personnel répond à l'émergence d'un nouveau contexte, dans lequel le Baobab est devenu une ressource patrimoniale à l'échelle de la région voire de la nation et sert le développement du tourisme. Dans ce contexte, les populations participent à la conservation de l'espèce, autant dans une optique de perpétuation des usages communautaires, que dans une perspective économique pour le pays.

Enfin, les actions actuelles de conservation ont été à l'origine de nouvelles réglementations, et contribuent à l'évolution des pratiques autour de cet arbre. Ce contexte conservationniste, couplé avec le développement du tourisme, a une influence sur les usages et représentations du Baobab.

Toutes ces données récoltées lors des enquêtes témoignent d'une évolution des valeurs accordées au baobab par les populations locales. Ces évolutions sont liées au contexte externe et aux actions exogènes exercées sur le territoire.

## **5. La conservation par et pour les acteurs locaux ? : Le cas de l'allée des Baobabs**



L'allée des Baobabs se situe dans la région du Menabe à 20 km de la ville de Morondava. Ce site se caractérise par la concentration de l'espèce *Adansonia Grandidieri* ; et leur alignement de part et d'autre de la RN8 constitue le principal attrait touristique de la région.

Le projet de classement du site fait suite au battage médiatique en 2004 signalant la menace pesant sur ces espèces. L'allée est ainsi classée « monument naturel » depuis 2007 par décret

temporaire<sup>13</sup>. La mise en place du plan de gestion de la nouvelle aire protégée est coordonnée par l'association Fanamby, également responsable de la mise en place du « paysage harmonieux intégré » du Menabe Antimena.

La création de l'aire protégée n'est pas sans poser de problèmes et les conflits sont nombreux entre gestionnaire et populations résidentes. D'une part, l'absence de concertation et d'implication de ces dernières est à l'origine d'un conflit autour de l'usage du territoire.

Et si les scientifiques s'accordent aujourd'hui sur le fait qu'une menace pèse sur l'espèce du fait de son absence de régénération (Nicoll et Lagrand, 1989), les données ne permettent pas encore d'appréhender ni les causes exactes de ce phénomène, ni les actions en mesure de le freiner. Le discours scientifique est cependant repris par les responsables de la conservation à Madagascar, comme justification du projet de classement.

Le classement de l'« Allée des baobabs » répond plus aujourd'hui à des considérations basées à la fois sur l'urgence de la multiplication des aires protégées, et sur le potentiel économique que représente ce site pour la région et pour la nation. Et la patrimonialisation du site est l'outil privilégié de conservation de cette diversité biologique en particulier. (Cormier-Salem et Roussel, 2002 ; Rodary *et al.*, 2003).

### **5.1 Le projet de conservation de l'allée des Baobabs**

Le projet de conservation de l'« allée des Baobabs » s'inscrit directement dans les orientations fixées par le gouvernement suite à la conférence de Durban. Après la création du groupe vision Durban, en 2004, la mise en place du Madagascar Action Plan (MAP) réaffirme les objectifs fixés par le gouvernement et la vision pour Madagascar à l'horizon 2015<sup>14</sup> (annexe 6).

Le discours présidentiel en 2007 reprend ainsi les orientations qui devront être suivies. Ainsi, dans le cadre de l'engagement 7 pour l'environnement, le président malgache souligne l'importance de la relation entre protection de l'environnement et développement économique de cette manière : « *Nous allons développer des industries autour de*

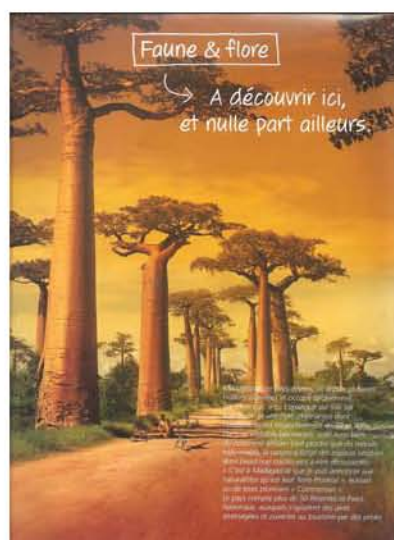
---

<sup>13</sup> Arrêté numéro 16231/2007-MINENVEF

<sup>14</sup> La mise en place de cette politique intitulée « Madagascar naturellement », a été soulignée lors du discours présidentiel en novembre 2007

*l'environnement comme l'écotourisme, et l'agri-business qui minimise les dommages et maximise les bénéfices pour le peuple et les communautés locales. »<sup>15</sup>*

La mise en place de l'aire protégée de l'allée des Baobab, cette même année répond directement à ces considérations. L'allée des Baobabs, emblème régional et national, dont l'image est véhiculé à travers le monde est classée « monument naturel ».



A niveau international, le pays joue en effet sur la spécificité de ces écosystèmes et son endémisme pour développer son attrait touristique. Et le Baobab, reconnaissable parmi tous les arbres en est devenu le symbole, aux côtés des Lémuriens de la biodiversité du pays. En témoigne l'image ci jointe tirée d'une brochure de l'Office national du tourisme de Madagascar.

L'annonce d'une menace portant sur ce site dont l'intérêt à niveau régional est principalement économique, a permis de justifier ce choix de classement. Ainsi de nombreux articles des quotidiens locaux et internationaux relaient le discours officiel : « Le prix de la négligence. Les baobabs, emblème de Madagascar, et qui font de Morondava un lieu touristique de prédilection, s'exposent actuellement au risque d'extinction. La descente d'une délégation conduite par le ministre de l'Environnement, des eaux et forêts à Morondava, cette semaine a permis de constater que beaucoup se meurent petit à petit sur le site. Inadaptés à l'humidité, ces arbres sont inondés par des eaux usées sortant de l'usine d'une sucrière, la Sucoma. » (L'express de Madagascar, juillet 2005) ; « l'un des sites les plus touristiques de Madagascar, est menacé ! Depuis quelques années, des paysans dans le besoin ont fait pousser des rizières à proximité des baobabs. Les arbres se sont retrouvés les pieds dans l'eau et certains sont même tombés ! Pour arrêter ce massacre, le gouvernement malgache a décidé de faire classer le site. » (Les clés de l'actualité junior, août 2007).

L'association entre protection de l'environnement et développement économique, intégrée à tous les échelons du gouvernement et des acteurs de la protection de l'environnement, font de

<sup>15</sup> Voir site officiel du MAP : <http://www.map.gov.mg/>



ce site la représentation parfaite des vœux du gouvernement. Et la catégorisation de l'aire protégée en « monument naturel » a des conséquences évidentes sur les modèles de gestion proposés. L'objectif principal de l'aire protégée reste aujourd'hui l'accueil et le développement du tourisme.

La conservation du site s'inscrit d'autre part dans l'urgence latente depuis 2004 de multiplication de la surface des aires protégées et de développement des nouvelles catégories. Les premières actions en faveur de la conservation du site font suite au décret provisoire, et consistent en plusieurs points :

- L'arrêt de l'activité rizicole, qui fait suite à deux décrets. D'une part, l'interdiction de l'écoulement de l'eau de la sucrerie avoisinant le site en 2004 par le Ministère de la santé, justifiée par le risque sur la santé de l'utilisation des eaux usées. D'autre part, l'interdiction définitive de la riziculture en 2007, qui serait la cause de la chute des Baobabs, mesure appliquée par la commune de Bemanonga.

Cependant ces deux décrets sont principalement et leurs justifications permettent avant tout d'argumenter les décisions, qui répondent à l'objectif de classement et d'aménagement du site pour l'accueil des touristes. D'une part, d'après l'entretien réalisé avec le directeur régional de Fanamby, l'étude qui devait attester de la toxicité de l'eau n'a pas abouti à ces conclusions et le décret répond plus à une mesure de sécurité. D'autre part, même si les biologistes ne renient pas cette probabilité, les données scientifiques sur la relation entre chute des baobabs et la présence d'eau stagnante n'ont pu être trouvées.

- La définition du périmètre de l'aire, qui inclut 320 hectares de noyau dur suivi d'un périmètre de protection ; limites définies selon « la zone de concentration des Baobabs visibles par les touristes » (Raonintsoa P., directeur régional de Fanamby Menabe, entretien réalisé le 30 juin 2008)
- La mise en place d'un suivi écologique pour les Baobabs.
- Des actions de développement rural : le développement d'une activité de vulgarisation agricole pour les cultures maraîchères, la promotion de la culture du pois du cap par l'ONG MCA avec la vente de semences.

La définition du plan d'aménagement qui devra déterminer le zonage final est actuellement en cours et les documents administratifs ne sont pas encore accessibles. Cependant, d'après les entretiens réalisés auprès des gestionnaires de l'aire protégée, ce dernier prévoit la définition, au sein de l'aire protégée de différentes zones : zone de culture sèche, zone de reboisement, infrastructures touristiques, parkings.

La mise en place de l'aire protégée représente de nombreux défis. D'abord parce que ce type d'aire protégée est le premier exemple à Madagascar ; il convient donc de définir les objectifs de gestion nouveaux, qui soient appropriés à ce type de catégorie. La difficulté d'intégration des activités de production à la gestion d'un site dédié au tourisme représente le principal défi.

Les documents officiels soulignent que les populations doivent être partie prenantes dans la définition des objectifs de gestion, en témoigne l'article 4 de l'arrêté de protection temporaire : « Le principe de gestion de l'Aire Protégée en création est celui de la cogestion, type gestion participative. » ; . Cependant l'urgence de l'application des objectifs de conservation n'a pas permis de véritable consultation avec les populations présentes sur le territoire. La définition de règles s'est faite avant même la définition des objectifs d'aménagement. Les impasses dans lesquelles se trouvent actuellement le projet ont été créées par l'urgence dans laquelle s'est réalisé le projet ; et le conflit qui se déroule actuellement entre les paysans et les gestionnaires est lié à une méconnaissance de ces derniers sur les réalités locales et les besoins exprimés par les populations.

## **5.2 Conséquences locales et difficultés d'adaptation**

La désignation du site comme « monument naturel » répond à des constats de dégradation de l'environnement ou d'érosion de la biodiversité, exprimés par des experts scientifiques naturalistes. Ce contexte se traduit par la mise en place de restrictions de l'accès aux ressources naturelles (Cormier Salem, 2005), et par des recompositions territoriales imposées aux populations locales.

La mise en place des 320 hectares de protection autour de l'allée Baobabs touche quatre communes situées à l'intérieur du noyau dur (Tsaramandroso, Bekonazy, Ankilimanitsy est, Ankilimahaso et 2 situées à l'extérieur du noyau dur mais incluse dans la zone de protection (Toby). Pour ces six communes, les 1200 habitants disposent de terrains de cultures à

l'intérieur du noyau dur et sont donc concernés par les travaux d'aménagement et les nouvelles règles imposées par l'administration.

Le territoire initialement dédié à l'agriculture vivrière, avec la riziculture pour activité majoritaire, est aujourd'hui en phase de recomposition. Et le processus de zonage en cours privilégie l'agencement d'espaces destinés à l'attraction touristique au détriment de l'activité de production paysanne.

Dans ce cadre, la mise en place de l'orientation conservationniste à l'échelle locale a des impacts négatifs, qui ne répondant pas à des objectifs de développement local, entendu comme un développement endogène, multidimensionnel et participatif qui s'insère sur un territoire défini et qui répond à des situations locales spécifiques (Denieuil, Laroussi, 2005).

La figure 4 ci-dessous, réalisée en collaboration avec les paysans, donne une idée sur l'occupation du territoire avant le classement du site et les recompositions auxquelles ces derniers doivent faire face.

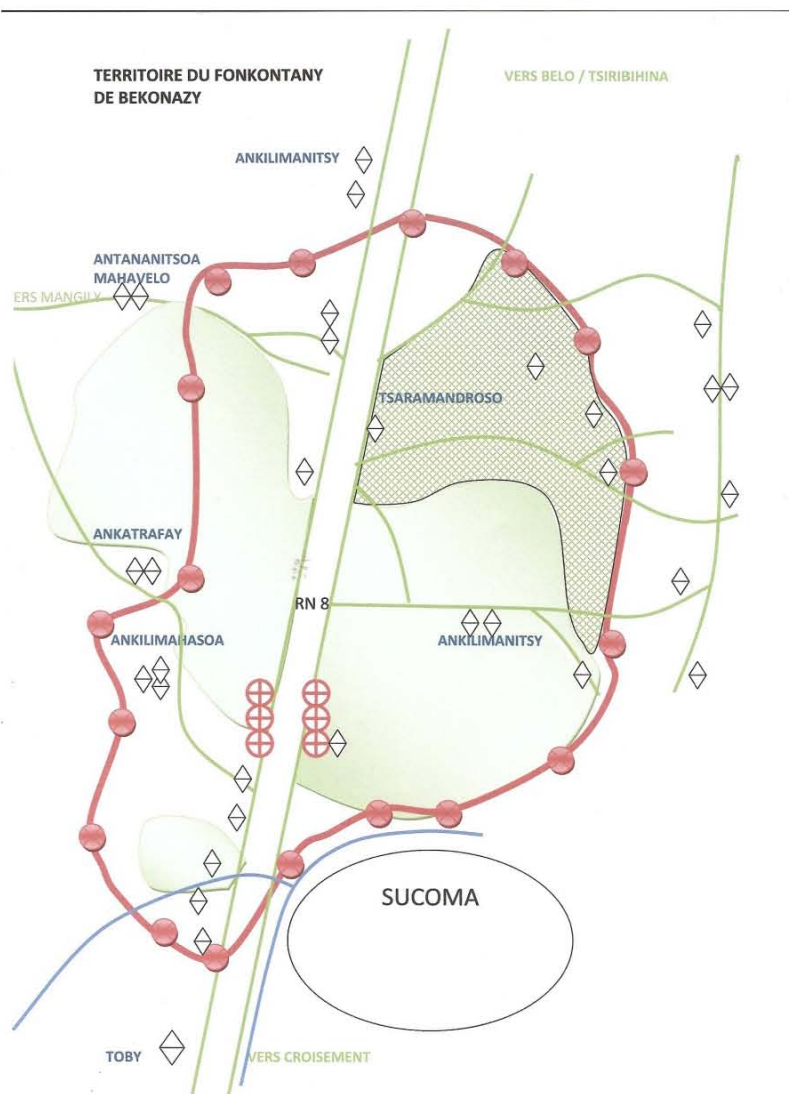


Figure 4: Carte à dire d'acteurs du territoire du Fokontany de Bekonazy



Source : carte à dire d'acteurs réalisée à Bekonazy, MARIE, 2008

Le contexte de création de l'aire protégée impose de nouvelles règles aux paysans et transforme les modes de production préexistants. Une réorganisation totale des activités et du système de production actuel est en cours.

Cette situation pose la question de la cohabitation entre espaces protégés et espaces productifs. Le processus d'aménagement de la zone, caractérisé par la définition d'un zonage par l'institution environnementale en charge du projet entraîne « une requalification des territoires » (Blanc-Pamard, 2007) ; dans lesquels les activités agricoles, particulièrement rizicoles ne sont pas prises en compte. Aujourd'hui, le conflit pour l'appropriation de l'espace est perceptible. Les actions menées par le gestionnaire de l'aire protégée autour de la définition de l'« occupation » des terres par les paysans en témoignent<sup>16</sup>, et pose la question des droits fonciers des acteurs locaux.

Ce contexte est à la base de conflits autour de l'occupation de l'espace et la transformation dans les modes de gestion de l'espace préexistants. Les réponses apportées aujourd'hui par les gestionnaires de l'aire protégée, qui consistent au développement des cultures maraîchères et du pois du cap, ne sont pas adaptées aux attentes et aux besoins des populations.

L'enjeu actuel consiste donc à intégrer les données ethnographiques et l'analyse des modes de gestion locaux du baobab et des autres ressources naturelles à la définition des modes de gestion de l'arbre afin de trouver des compromis entre opérateurs de la conservation et populations locales.

<sup>16</sup> Une réunion pour définir la carte foncière du territoire et l'occupation de celui-ci a été organisée fin août 2008 par l'ONG Fanamby. Les résultats de cette dernière et la carte n'ont pas été rendus disponibles pour le moment.

« Pour celui qui y vit, l'environnement n'est pas un décor immuable mais le résultat de ses pratiques qui sont le reflet du système de représentation, lui même moteur de ces pratiques. » (Friedberg, 1992). Dans le cas de l'« Allée des baobabs », les pratiques de protection autour du A. Grandidieri (« *Reniala* ») pour des raisons économiques, sociales, et rituelles sont à prendre en compte. Ces caractéristiques culturelles qui participent de la conservation de l'espèce peuvent être à la base de la définition de modèles de gestion respectueux des normes culturelles, sociales et symboliques des sociétés locales dans un objectif de protection de cette espèce endémique. Les ressources renouvelables n'ont en effet d'existence que dans leur interrelation des sociétés avec leur environnement. Ce sont des produits et des construits sociaux et culturels, qui renvoient à une représentation de l'espace concrétisée par la domestication du territoire. « C'est un capital légué par les ancêtres » (Weigel, 1996). La constitution et la préservation de l'« Allée des Baobabs » par les populations présentes sur le territoire depuis plus de cinquante ans résultent de considérations majoritairement symboliques et culturelles. Ces dernières devant être intégrées dans la définition des moyens de conservation. L'« Allée des baobabs » est aujourd'hui l'objet de revendications de la part des paysans qui soulignent que celle-ci n'existe « que grâce à leur protection ». Et ce « patrimoine local », conservé et exploité par les acteurs locaux, devient du fait du contexte de conservation, un patrimoine régional et national, avec toutes les implications que cela peut avoir.

### **5.3 La patrimonialisation des espèces symboliques : le Baobab comme patrimoine local / patrimoine national / patrimoine scientifique**

Si le Baobab est un arbre dont les produits profitent à l'ensemble des acteurs locaux et dont la gestion est collective, il est devenu depuis quelques années un arbre patrimonial pour le pays. Le contexte international de conservation de la biodiversité et d'extension du concept de patrimoine aux ressources naturelles, joue un rôle dans la définition des nouveaux enjeux de conservation. La « patrimonialisation » des ressources naturelles tient compte de l'importance biologique d'une espèce et inclut mais la dimension culturelle d'un objet naturel. L'UNESCO définit ainsi le patrimoine naturel<sup>17</sup> : « Le patrimoine naturel concerne les formations physiques, biologiques et géologiques remarquables, les aires d'une valeur exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle et les habitats d'espèces animales et végétales menacées. »

---

<sup>17</sup> Le terme de patrimoine naturel apparaît en France en 1967 et sera repris en 1972 dans la Convention sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel adoptée par les Nations Unies

L'image extérieure de Madagascar se construit aujourd'hui autour de sa diversité biologique (Goedefroit, 2000) et est largement reprise à des fins touristiques. Le baobab fait partie des emblèmes nationaux. Image véhiculée à l'international, bien touristique à niveau national, et régional, son image est réutilisée par plusieurs enseignes qui jouent sur l'endémisme de l'espèce comme « image de marque », pour développer des produits « locaux » à partir du baobab. L'espèce a ainsi acquis depuis quelques années une fonction économique importante.

Au niveau local, le baobab est protégé pour des raisons économiques et culturelles, ce qui peut permettre de le considérer comme un patrimoine local, un patrimoine de la communauté. Mais les processus en marche et l'attention portée à ce site contribuent à en faire l'objet de revendications de plus en plus importantes. L'objectif pour les populations est de faire valoir leur prééminence sur l'espace (Cormier Salem, 2005).

Le contexte favorable au développement, non seulement touristique mais aussi marchand du baobab et des produits tirés de celui-ci a des répercussions sur les représentations des paysans autour du baobab et sur les usages et modes de gestion liés à cette ressource particulière. D'arbre communautaire considérée comme bien commun pour une communauté, le baobab est devenu un objet patrimonial, un bien collectif pour un groupe plus large (Cormier-Salem, 2002) ; ce qui implique des changements dans les niveaux de gestion, les règles d'accès et l'appropriation. Cette patrimonialisation de l'espèce est une exigence exogène définie sur la base de valeurs naturalistes. Cette représentation s'oppose à la conception du patrimoine naturel comme construction endogène pour les populations locales en référence à la « charge symbolique » que les ressources peuvent constituer et le fait que celles ci peuvent représenter des « marques collectives traduisant un intérêt partagé » (Cormier-Salem, 2002).

Ainsi, l'attrait touristique considéré par les paysans, contribue à de nouveaux modes de gestion. Certains nous signalent ainsi que les Baobabs situés sur leur parcelle sont aujourd'hui protégés par eux même de tout prélèvement. Quelques remarques tirées des entretiens soulignent cette attitude : « Il est important de la conserver car c'est bon pour le tourisme, et une source de revenu pour le gouvernement malgache » ; d'autre part, « il est plus facile de la conserver que de le faire pousser ». Cette attitude se retrouve chez quelques paysans à Andranomena comme à Bekonazy. De même à Andranomena, où ce processus de patrimonialisation est moins important, du fait de la moindre proximité avec les lieux

touristiques, cette caractéristique de l'espèce est connue ; et l'on considère la conservation du Baobab importante dans cette optique. Cette analyse montre que le processus de patrimonialisation s'accompagne de changements des règles d'accès et d'appropriation des ressources et des espaces (Cormier Salem, 2005).

L'arbre dans ce contexte devient alors un « patrimoine » à préserver, au-delà de l'utilisation communautaire. Et l'exploitation du site à des fins touristiques souhaitée par les gestionnaires de l'aire protégée a des répercussions importantes sur les modalités de gestion et d'aménagement de l'espace. Le plan d'aménagement, actuellement en phase d'élaboration prévoit ainsi la mise aux normes occidentales du site, destiné à accueillir un nombre croissant de touristes, par la création de gîtes d'étapes, de parkings et de droits d'entrées. Les conséquences à l'échelle locale, si elles ne sont pas visibles pour le moment, sont imaginables. La mise en spectacle du patrimoine induit un risque de perte des identités locales, et de recompositions territoriales au détriment des populations. Les processus de patrimonialisation sont en effet généralement caractérisés par l'établissement de législations qui tendent à marginaliser les anciens usagers de l'espace (Cormier Salem, 2005).

## **Conclusion :**

L'évolution globale du paradigme de la conservation de la nature peut avoir des conséquences nationales et locales marquées : les objectifs de conservation sont de plus envisagés comme indissociables de ceux du développement durable, et les « communautés locales » sont sensées prendre une part croissante dans les discours internationaux pour mieux définir des objectifs de gestion.

L'ensemble de ces orientations sont aujourd'hui intégrées au sein des politiques nationales comme le souligne cet extrait du Plan de gestion des aires protégées de Madagascar : « La gestion durable des ressources naturelles, et le développement économique et social durable en général, constituent des facteurs déterminants pour la conservation des aires protégées. Pour être efficace, la gestion et la valorisation des aires protégées doivent tenir compte des

modes de vie et des besoins des populations riveraines. » (Extrait du Plan de gestion du réseau des aires protégées 2001-2003, Ministère des Eaux et Forêts).

Le gouvernement malgache s'est mis dans une situation d'urgence politique en matière d'environnement en s'alignant sur les orientations internationales et, en s'engageant à Durban en 2004 à plus que tripler la surface des aires protégées en cinq ans.

Cet état d'urgence a entraîné la multiplication des actions de conservation à Madagascar, dont les modalités ont été définies par les acteurs gouvernementaux et les grandes organisations non gouvernementales de la conservation. Mais l'absence d'une véritable implication des acteurs locaux, autrement que dans une approche top-down, ne permet pas la définition de modèles de gestion viables qui prennent en compte les besoins des populations et qui répondent aux objectifs de développement local.

D'abord, l'urgence politique d'un alignement sur des orientations internationales, dont les bases ont été posées à Durban en 2004 a contribué à créer un contexte où l'extension et la création des aires protégées est devenue une fin en soi.

Les données scientifiques sont alors reprises et réajustées par les acteurs de la conservation à des fins dogmatiques, comme justification de l'urgence des actions. Dans le cas particulier de l'« Allée des baobabs », l'annonce d'une menace sur les espèces de baobab, soulignée par les biologistes qui notent l'absence de régénération des baobabs, a été reprise pour construire un discours « scientifique » justifiant une conservation précipitée de l'espèce, et en particulier du site touristique de l'Allée des baobabs dont l'intérêt économique est souligné. Cette analyse a conduit à l'application d'un décret temporaire de protection, et à la mise en place d'actions prioritaires pour la conservation, parmi lesquelles l'interdiction de la riziculture, jugée néfaste, sans avoir été démontré, pour les baobabs de ce site.

Ensuite, les modalités de mise en place des nouvelles catégories d'aires protégées définies par les gestionnaires associés, organisations non gouvernementales et instances gouvernementales régionales, et sans implication préalable des populations locales, posent plusieurs questions non résolues, liées à la difficulté de dépasser les contradictions inhérentes aux notions de protection de l'environnement et de développement économique. L'agencement d'espaces « multi-usages » où les intérêts de tous les acteurs seraient considérés s'oppose à la



méconnaissance des systèmes de production, et s'effectue au détriment des populations implantées historiquement sur le territoire à conserver. Ces zones pourraient pourtant représenter des exemples de développement durable associant biodiversité-pratiques locales-paysages culturels.

D'une part, en milieu rural, où les activités sont principalement basées sur l'agriculture vivrière, conservation des ressources naturelles s'oppose fréquemment à l'exploitation du milieu et au développement des cultures. Il se dessine alors un conflit pour l'occupation de l'espace, sauf à reconnaître la multifonctionnalité des ressources et des espaces et à engager des plans locaux d'aménagement concertés pour un développement durable.

D'autre part les usages et représentations différents expliquent la variabilité des valeurs attribuées à la nature ou à un milieu naturel, et renforcent alors les difficultés d'intégration et de définition d'un projet « commun » de conservation qui réponde aux objectifs de tous les acteurs concernés ; gouvernements, organisations non gouvernementales et acteurs locaux.

Ainsi, dans le cadre de l'étude de cas de l'« Allée des baobabs », la vision de la conservation des gestionnaires de l'aire protégée correspond à une représentation de la nature, qui attribue des valeurs biologiques et économiques au baobab en tant qu'objet touristique. Les populations, pour leur part, ont une relation historique avec leur environnement, et ont développé des savoirs locaux sur lesquels repose l'ensemble des usages du milieu naturel. Les ressources renouvelables font partie intégrante des systèmes de production paysans. Elles ont également des fonctions sociales et culturelles et dans ce cadre sont bien plus que des objets économiques.

La patrimonialisation de l'espèce *A. Grandidieri*, la plus haute des six espèces de baobab endémiques de Madagascar, et plus encore du site, ne répond ainsi qu'aux objectifs des différents acteurs de la conservation, des instances nationales et régionales aux ONG de conservation, et de fait exclut ceux des acteurs locaux. Elle se traduit par une expropriation des droits d'usages et d'accès des populations présentes sur le territoire.

La conservation n'est alors pas synonyme de développement local puisque celle-ci ne prend pas en compte les attentes, les coutumes et les besoins des acteurs locaux. Et l'enjeu actuel pour les gestionnaires comme pour les populations consiste à intégrer les différents points de

vue et usages à la définition de modalités de gestion qui respectent l'ensemble des acteurs. Dans ce contexte la recherche d'un consensus est nécessaire.

Les résultats de cette étude posent les bases d'une réflexion sur la possibilité d'établir des modèles de conservation qui soient porteurs de développement local.

En effet, l'analyse des systèmes de production locaux et des modes de gestion des ressources naturelles par les paysans montrent que la gestion des ressources naturelles est liée à des considérations d'ordres économique, sociale et culturelle. Concernant les baobabs, l'étude a montré que la gestion des arbres est liée aux bénéfices attendus par la fourniture de nombreux produits et aux fonctions sociales qu'ils assument au sein de la société ; marqueurs fonciers, constitution du paysage, principalement. Les récentes évolutions donnant une nouvelle valeur à l'arbre ont contribué à générer des stratégies économiques : les paysans font pousser de jeunes baobabs pour les vendre aux touristes et certains d'entre eux protègent les arbres de tout prélèvement lorsque ceux-ci sont situés sur leur parcelle, dans une optique de gain futur. Ainsi, les paysans sont de par leurs savoirs sur ces espèces de potentiels gestionnaires de l'arbre.

Cependant, le contexte actuel qui met en péril l'activité économique des acteurs locaux, principalement axée sur les activités agricoles vivrières, génère des difficultés financières. Les paysans y font face par des stratégies de survie à court terme, notamment la fabrication du charbon. Ces dernières ne sont pas durables d'un point de vue tant économique qu'écologique et contribuent à une déforestation croissante de la zone.

L'action de conservation exogène qui ne prendrait pas en compte les besoins des paysans ne serait alors pas viable. La prise en compte des aspects économiques du contexte local, et les caractéristiques du système de production sont nécessaires pour la mise en place d'une gestion durable des ressources naturelle, qui soit porteuse de développement local.

## **Bibliographie :**

- Andriamahefazafy F, and Méral P, 2004. La mise en œuvre des plans nationaux d'action environnementale : un renouveau des pratiques des bailleurs de fonds? *Monde en Développement* n°127 (tome 2).
- Aubert S, Razafiadrison S, and Bertrand A (eds.), 2004. Déforestation et systèmes agraires à Madagascar, CIRAD ed, coll repères
- Aubry C, and Ramaromisy A, 2003. Typologie d'exploitations agricoles dans un village du front pionnier de la forêt des Mikea (sud-ouest de Madagascar. *Cahiers d'études et de recherche francophones / Agricultures* vol. 12 n°3, pp 153-165.
- Bergonzini J-C, and Lanly J-P, 2000. Les forêts tropicales, Cirad / Karthala
- Bertrand A, Montagne P, and Karsenty A (eds.), 2006. Forêts tropicales et mondialisation, les mutations des politiques forestières en Afrique francophone et à Madagascar, L'Harmattan

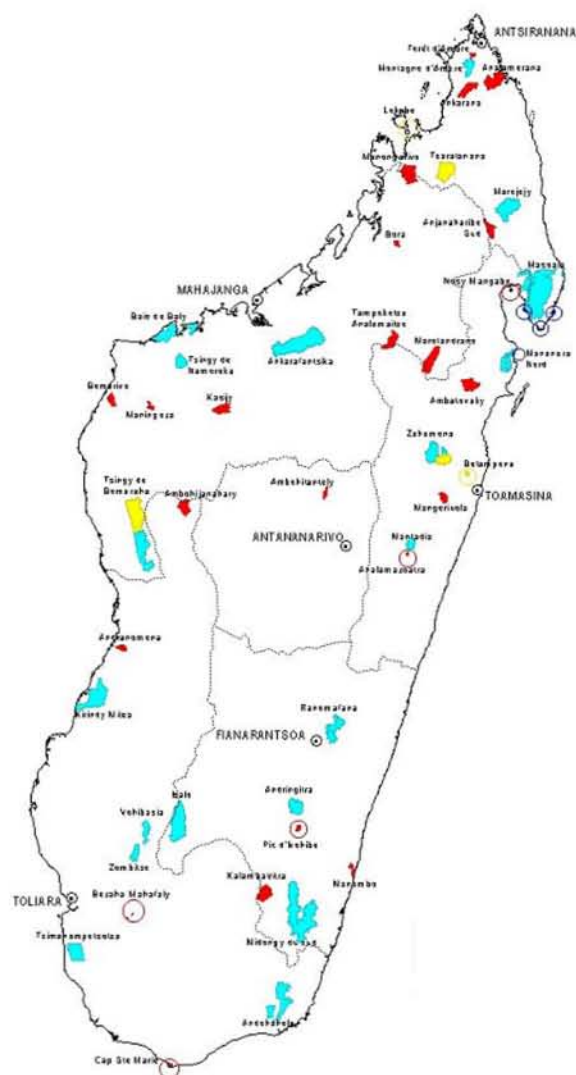
- Blanc-Pamard C, 2002. La forêt et l'arbre en pays masikoro (Madagascar) : un paradoxe environnemental? *Bois et forêts des Tropiques* n°271.
- Blanc-Pamard C, et al., 2005. Une alliance de disciplines sur une question environnementale : la déforestation en forêts des Mikea (Sud-Ouest de Madagascar). *Natures Sciences Sociétés* n°13, pp 7-20.
- Blanc-Pamard C, 2007. Normes environnementales, transferts de gestion et recompositions territoriales en pays betsileo (Madagascar). *Natures Sciences Sociétés* n°15.
- Bonneuil C, 2004. Les transformations des rapports entre sciences et société en France depuis la Seconde Guerre Mondiale : un essai de synthèse. Colloque Sciences, médias et société, Lyon.
- Callon M., Lascousmes P., Barthe Y., 2001. Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique. Seuil, Paris
- Carrière-Buchsenschutz S, et al., 2005. Savoirs et usages des recrues post-agricoles du pays betsileo : valorisation d'une biodiversité oubliée à Madagascar. *Vertigo - La revue en sciences de l'environnement* Vol 6 n°1, pp1-14.
- Carrière-Buchsenschutz S, 2006. L'urgence d'une confirmation par la science du rôle écologique du corridor forestier de Fianarantsoa. *Etudes rurales* n°178.
- Chaboud C, Froger G, and Méral P, 2007. Madagascar face aux enjeux du développement durable. Des politiques environnementales à l'action collective locale, Karthala
- Christie I. T., Crompton D. E., 2003. Republic of Madagascar: Tourism Sector Study, *Africa Region Working Paper Series*, 63, Groupe Banque mondiale.
- Colchester M, and Lohmann L, 1993. Plan d'action de la foresterie tropicale : Quels progrès? *Environnement africain - Cahier d'études du milieu et d'aménagement du territoire* vol IX : Des forêts et des hommes.
- Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED). 1988. *Notre avenir à tous*, Montréal : Éditions du Fleuve.
- Cormier-Salem M-C, et al. (eds.), 2002. Patrimonialiser la nature tropicale, Dynamiques locales, enjeux internationaux, *Colloques et séminaires*, IRD ed
- Cormier-Salem M-C, and Roussel B, 2005. De la reconnaissance de patrimoines naturels à la valorisation des savoirs locaux. In: Cormier-Salem M.-C., et al. (eds.), *Patrimoines naturels au Sud. Des conflits fonciers à la valorisation des savoirs locaux.*, IRD. Collection "Colloques et Séminaires".
- Cornu M, and Fromageau J, 2003. Genèse du droit à l'environnement volume 1 : Fondements et enjeux internationaux, L'Harmattan
- Denieuil P.N., Laroussi H, 2005. Le développement social local et la question des territoires, L'Harmattan

- Dulcire M (ed.) 2000. La multifonctionnalité de l'agriculture et la mise en place des contrats territoriaux d'exploitation (CTE) dans les départements d'outre-mer, Cirad-tera
- Fauroux E (ed.) 1989. Le bœuf et le riz dans la vie économique et sociale Sakalava de la vallée de Maharivo, Orstom ed
- Figuié M, 2001. La construction sociale d'un savoir sur la dégradation des ressources naturelles : le cas des pâturages dans les exploitations agricoles familiales de la commune de Silvânia au Brésil, Institut National Agronomique de paris-Grignon]
- Friedberg C, 1992. Représentations, classification : comment l'homme pense ses rapports au milieu naturel. In: Jollivet M. (ed.), Sciences de la nature, sciences de la société : les passeurs de frontières; pp. 357-71. Paris, CNRS.
- Kaufmann J.C, 1996. L'entretien compréhensif. Paris, Nathan
- Le Roy E, Karsenty A, and Bertrand A, 1996. La sécurisation foncière en Afrique, Khartala
- Lourenço W. R., 1996. Biogéographie de Madagascar, IRD ed, coll Colloques et Séminaires
- Goedefroit S, 2000. Stratégies patrimoniales au paradis de la nature. Conservation de la biodiversité, développement et revendications locales à Madagascar. In: Gillon Y., et al. (eds.), Du bon usage des ressources naturelles, IRD ed. *Latitudes* 23
- Michon G, 2002. Du discours global aux pratiques locales ou comment les conventions sur l'environnement affectent la gestion de la forêt tropicale. In: Martin J.-Y. (ed.), Développement durable? Doctrines, pratiques, évaluations, IRD ed.
- Minten B, and Moser C, 2003. Forêts : Usages et menaces sur une ressource. In: Minten B., et al. (eds.), Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar, USAID, Cornell, Instat et Fofifa.
- Myers N, et al., 2000. Biodiversity hotspots for conservation priorities. *Nature* vol 403.
- Navarro L, 2007. Ethnoécologie des espèces patrimoniales de Madagascar : le cas des Baobabs, lémuriens et ravenalas dans la station forestière à usages multiples d'Antrema. Usages et perceptions comme indicateurs de patrimonialité et outils de conservation. Université Paris VII, Denis Diderot]
- Nicoll M.E, Lagrand O., 1989. Madagascar : Revue de la conservation et des aires protégées. WWF et Fonds mondial pour la Nature. Gland, Suisse.
- Paulain R, et al., 1981. Madagascar, un sanctuaire de la nature, Philippe Oberlé ed
- Pelissier P, 1980. L'arbre en Afrique tropicale : La fonction et le signe, Cahiers orstom (série sciences humaines, Vol XVII n° 3-4)

- Rakotovao L, Barre V, and Sayer J, 1988. L'équilibre des Ecosystèmes forestiers à Madagascar. Actes d'un séminaire international. UICN Programme pour les Forêts Tropicales
- Rodary E, Castellanet C, and Rossi G (eds.), 1998. Conservation de la nature et développement. L'intégration impossible ?, Gret-Khartala
- Roqueplo P, 1996. Entre savoir et décision, l'expertise scientifique. Sciences en questions, Paris. INRA ed.
- Sarrasin B, 2007. Le plan d'action environnementale malgache. De la genèse aux problèmes de mise en œuvre : une analyse sociopolitique de l'environnement. *Revue Tiers-Monde* n° 190, pp. 435-54.
- Sarrasin B, 2007. Géopolitique du tourisme à Madagascar : de la protection de l'environnement au développement de l'économie. *Hérodote* n°127, pp 124-150.
- Sibelet N, 2007. Whose Agroforestry Product is it? Crossing Kinship and Tenure Rights theories to Analyze Agroforestry Systems. Second International Symposium on Multi-Strata agroforestry systems with perennial crops : Making ecosystem services count for farmers, consumers and the environment, Turrialba, Costa Rica.
- Weigel J-Y (ed.) 1996. Les ressources renouvelables, pratiques et représentations, *Cahiers des sciences humaines*, vol. 32, n°1, ORSTOM ed
- Wilson E.O. (ed.), 1988. Biodiversity, National Academy Press

## **Annexes :**

### **Annexe 1 : Carte des aires protégées actuelles à Madagascar**



#### LEGENDE

Superficie % surface totale des aires protégées

	Parc National :	12279 km <sup>2</sup> (69,2%)
	Parc Marin :	117 km <sup>2</sup> (0,7%)
	Réserve Naturelle Intégrale :	1594 km <sup>2</sup> (9,0%)
	Réserve Spéciale :	3754 km <sup>2</sup> (21,1 %)
	Superficie protégée :	17 745 km <sup>2</sup>
	Superficie protégée % Madagascar :	3%
	Limite de Province	
	Chef-lieu de Province	

Source des données : **ANGAP**  
Réalisation et Edition : **SIG/ANGAP - Juin 2003**

## Annexes 2: Catégories des aires protégées définies par l'UICN

**CATÉGORIE I : Réserve naturelle intégrale: aire protégée gérée principalement à des fins scientifiques**

**Définition :** Espace terrestre et/ou marin comportant des écosystèmes, des caractéristiques géologiques ou physiologiques et/ou des espèces remarquables ou représentatifs, géré principalement à des fins de recherche scientifique et/ou de surveillance continue de l'environnement.

*Objectifs de gestion*

- ☐ préserver des biotopes, des écosystèmes et des espèces dans des conditions aussi peu perturbées que possible;
- ☐ maintenir des ressources génétiques dans un état dynamique et évolutif
- ☐ maintenir des processus écologiques établis;
- ☐ sauvegarder des éléments structures du paysage ou des formations rocheuses;
- ☐ conserver des milieux naturels exemplaires à des fins d'étude scientifique, de surveillance continue de l'environnement et d'éducation à l'environnement, y compris des sites de référence, en excluant tout accès évitable;
- ☐ réduire au minimum les perturbations, en planifiant et en menant avec circonspection les activités autorisées, de recherche et autres;
- ☐ limiter l'accès au public.

*Directives de sélection*

- ☐ La dimension de l'aire est déterminée par la superficie requise pour assurer l'intégrité de ses écosystèmes et permettre d'atteindre les objectifs de gestion justifiant sa protection.
- ☐ L'aire est relativement à l'abri de toute intervention humaine directe et en mesure de le rester.
- ☐ La conservation de la diversité biologique de l'aire est possible par la protection et n'exige pas d'intervention substantielle au niveau de la gestion ou de l'habitat (Cf. catégorie IV).

**Responsabilité administrative :** La propriété et l'administration de la réserve incombent au gouvernement central ou local, agissant par le truchement d'une agence dûment qualifiée, ou à une fondation privée, une université ou une institution ayant une fonction officielle de recherche ou de conservation, ou en fin à des propriétaires travaillant en collaboration avec une de ces institutions gouvernementales ou privées. La protection à long terme doit être garantie par des mesures adéquates de sauvegarde et de contrôle avant la désignation. Les accords internationaux portant sur des régions ne relevant pas d'une souveraineté nationale incontestée peuvent constituer des exceptions (par exemple Antarctique).

**CATÉGORIE Ib Zone de nature sauvage: aire protégée gérée principalement à des fins de protection des ressources sauvages**

**Définition :** Vaste espace terrestre et/ou marin, intact ou peu modifié, ayant conservé son caractère et son influence naturels, dépourvu d'établissements permanents ou important, protégé et géré aux fins de préserver son état naturel.

*Objectifs de gestion*

- ☐ garantir aux générations futures la possibilité de connaître et de jouir de régions demeurées largement à l'abri des activités humaines, pendant une longue période;
- ☐ conserver, à long terme, les qualités et éléments naturels essentiels de l'environnement;
- ☐ prévoir l'accès du public, de manière à garantir le bien-être physique et spirituel des visiteurs, tout en conservant les qualités naturelles sauvages de la région pour les générations actuelles et futures;
- ☐ permettre à des communautés autochtones, de faible densité et vivant en harmonie avec les ressources disponibles, de conserver leur mode de vie.

*Directives de sélection*

- ☐ L'aire possède des qualités naturelles exceptionnelles et est soumise essentiellement aux forces de la nature, est pratiquement à l'abri de toute perturbation humaine, et est susceptible de conserver ces attributs si elle bénéficie de la gestion proposée.
- ☐ L'aire possède des éléments écologiques, géologiques, physiographiques ou d'autres caractéristiques de valeur scientifique, éducative, panoramique ou historique.
- ☐ L'aire offre des possibilités exceptionnelles de calme et de tranquillité, et est accessible par des moyens de transport simples, non bruyants, non polluants et non intrusifs (c'est-à-dire non motorisés).
- ☐ L'aire est suffisamment vaste pour qu'une telle préservation et un tel usage soient possibles.

**Responsabilité administrative :** Idem à sous-catégorie Ia



## **CATÉGORIE II Parc national: aire protégée gérée principalement dans le but de protéger les écosystèmes et à des fins récréatives**

*Définition :* Zone naturelle, terrestre et/ou marine, désignée (a) pour protéger l'intégrité écologique dans un ou plusieurs écosystèmes dans l'intérêt des générations actuelles et futures, (b) pour exclure toute exploitation ou occupation incompatible avec les objectifs de la désignation et (c) pour offrir des possibilités de visite, à des fins spirituelles, scientifiques, éducatives, récréatives et touristiques, dans le respect du milieu naturel et de la culture des communautés locales.

### *Objectifs de gestion*

- ☐ protéger des régions naturelles et des paysages d'importance nationale et internationale, A des fins spirituelles, scientifiques, éducatives, récréatives ou touristiques;
- ☐ perpétuer, dans des conditions aussi naturelles que possible, des exemples représentatifs de régions physiographiques, de communautés biologiques, de ressources génétiques et d'espèces de manière à garantir une stabilité et une diversité écologique;
- ☐ limiter le nombre de visiteurs, aux motivations spirituelles, éducatives, culturelles ou récréatives, afin que l'aire reste dans un état naturel ou quasi-naturel;
- ☐ éliminer et, ultérieurement, prévenir toute forme d'exploitation ou d'occupation incompatible avec les objectifs de la désignation;
- ☐ garantir le respect des éléments écologiques, géomorphologiques, sacrés ou esthétiques justifiant la désignation;
- ☐ tenir compte des besoins des populations autochtones, y compris l'utilisation des ressources à des fins de subsistance, dans la mesure où ceux-ci n'ont aucune incidence négative sur les autres objectifs de gestion.

### *Directives de sélection*

- ☐ L'aire contient un échantillon représentatif des régions, éléments ou paysages naturels les plus marquants, à l'intérieur duquel espèces végétales et animales, biotopes et sites géomorphologiques ont une importance particulière du point de vue spirituel, scientifique, éducatif, récréatif et touristique.
- ☐ L'aire est suffisamment vaste pour contenir un ou plusieurs écosystèmes entiers, ne subissant aucune altération matérielle du fait d'une occupation ou exploitation humaine.

*Responsabilité administrative :* C'est normalement la plus haute autorité compétente du pays exerçant une juridiction sur la région qui est propriétaire et responsable de l'aire. Il peut toutefois également s'agir du gouvernement local, d'un conseil autochtone, d'une fondation ou d'un autre organisme dûment établi ayant voué l'aire à la conservation à long terme.

## **CATÉGORIE III Monument naturel: aire protégée gérée principalement dans le but de préserver des éléments naturels spécifiques**

*Définition :* Aire contenant un ou plusieurs éléments naturels ou naturels/culturels particuliers, d'importance exceptionnelle ou uniques, méritant d'être protégée du fait de sa rareté de sa représentativité, de ses qualités esthétiques ou de son importance culturelle intrinsèque.

### *Objectifs de gestion*

- ☐ protéger ou préserver, à jamais, des éléments naturels particuliers, exceptionnels du fait de leur importance naturelle et/ou caractère unique ou représentatif, et/ou de leur connotation spirituelle;
- ☐ dans une mesure compatible avec l'objectif susmentionné, offrir des possibilités de recherche, d'éducation, d'interprétation et de loisirs;
- ☐ éliminer et, ultérieurement, prévenir toute forme d'exploitation ou d'occupation incompatible avec l'objectif de la désignation;
- ☐ offrir à la population résidente des avantages compatibles avec les autres objectifs de gestion.

### *Directives de sélection*

- ☐ L'aire contient un ou plusieurs éléments d'importance exceptionnelle (éléments naturels tels que chutes d'eau, grottes, cratères, gisements de fossiles, dunes de sable et éléments marins spectaculaires, ainsi qu'une faune et une flore uniques ou représentatives; parmi les éléments culturels associés peuvent figurer habitations

troglodytes, forts surplombant une falaise, sites archéologiques ou sites naturels ayant une importance patrimoniale pour les populations autochtones).

☐ Le territoire doit être suffisamment étendu pour assurer l'intégrité des éléments caractéristiques du site et des zones contiguës.

*Responsabilité administrative* : Ces sites doivent être propriété du gouvernement central ou, pour autant que des mesures appropriées de sécurité et de contrôle soient en place, d'une instance à un niveau moins élevé, d'un conseil autochtone, d'une organisation ou association sans buts lucratifs, d'une entreprise ou, exceptionnellement, d'un organisme privé, à condition toutefois que la protection à long terme des caractéristiques inhérentes au site soit assurée avant sa désignation.

#### **CATÉGORIE IV Aire de gestion des habitats ou des espèces: aire protégée gérée principalement à des fins de conservation, avec intervention au niveau de la gestion**

*Définition* : Aire terrestre et/ou marine faisant l'objet d'une intervention active au niveau de la gestion, de façon à garantir le maintien des habitats et/ou à satisfaire aux exigences d'espèces particulières.

##### *Objectifs de gestion*

☐ garantir et maintenir les conditions d'habitat nécessaires à la préservation d'espèces, de groupes d'espèces, de communautés biologiques ou d'éléments physiques important du milieu naturel, lorsqu'une intervention humaine s'impose pour optimiser la gestion;

☐ privilégier les activités de recherche et de surveillance continue de l'environnement parallèlement à la gestion durable des ressources;

☐ consacrer des secteurs limités à l'éducation du public, afin de le sensibiliser aux caractéristiques des habitats concernés et au travail de gestion des espèces sauvages;

☐ éliminer et, ultérieurement, prévenir toute exploitation ou occupation incompatible avec les objectifs de la désignation;

☐ offrir aux communautés vivant à l'intérieur de l'aire des avantages compatibles avec les autres objectifs de gestion.

##### *Directives de sélection*

☐ L'aire joue un rôle important dans la protection de la nature et la sauvegarde des espèces (englobant, le cas échéant, des sites de reproduction, des zones humides, des récifs coralliens, des estuaires, des prairies, des forêts ou des frayères, y compris des herbiers marins).

☐ La protection des habitats est essentielle au maintien du bon état de la flore d'importance nationale ou locale ou de la faune sédentaire ou migratrice.

☐ La conservation de ces habitats et espèces exige une intervention active de la part de l'organe de gestion, si nécessaire au niveau de l'habitat (cf. catégorie Ia).

☐ La superficie de l'aire dépend des exigences des espèces à protéger vis-à-vis du biotope, et est donc très variable.

*Responsabilité administrative* : L'aire est la propriété du gouvernement central ou d'autres instances à un niveau moins élevé, d'organisations ou associations sans buts lucratifs ou de personnes ou groupes privés, à condition que des mesures de sécurité et de contrôle appropriées soient en place.

#### **CATÉGORIE V Paysage terrestre ou marin protégé: aire protégée gérée principalement dans le but d'assurer la conservation de paysages terrestres ou marins et à des fins récréatives**

*Définition* : Zone terrestre, comprenant parfois le littoral et les eaux adjacentes, où l'interaction entre l'homme et la nature a, au fil du temps, modelé le paysage aux qualités esthétiques, écologiques et/ou culturelles particulières et exceptionnelles, et présentant souvent une grande diversité biologique. Préserver l'intégrité de cette interaction traditionnelle est essentiel à la protection, au maintien et à l'évolution d'une telle aire.

##### *Objectifs de gestion*

☐ maintenir l'interaction harmonieuse de la nature et de la culture, en protégeant le paysage terrestre et/ou marin et en garantissant le maintien des formes traditionnelles d'occupation du sol et de construction, ainsi que l'expression des faits socio-culturels;

- ☐ encourager les modes de vie et les activités économiques en harmonie avec la nature, ainsi que la préservation du tissu socio-culturel des communautés concernées;
- ☐ maintenir la diversité du paysage et de l'habitat, ainsi que des espèces et écosystèmes associés;
- ☐ éliminer le cas échéant, et ultérieurement, prévenir toute forme d'occupation du sol et activité incompatibles avec les objectifs visés, du fait de leur ampleur ou nature;
- ☐ offrir au public toute une gamme de loisirs de plein air respectant les qualités essentielles de l'aire;
- ☐ encourager les activités scientifiques et pédagogiques contribuant au bien-être à long terme des communautés résidentes tout en sensibilisant le public à la protection de tels paysages;
- ☐ offrir des avantages à la communauté locale et contribuer à son bien-être, sous forme de produits naturels (par exemple forestiers ou de la pêche) et de services (eau potable ou revenus tirés de formes durables de tourisme).

#### *Directives de sélection*

- ☐ L'aire comprend des paysages terrestres et/ou côtiers ou insulaires présentant des qualités esthétiques particulières, avec les habitats, la flore et la faune associés, ainsi que des manifestations de modes uniques ou traditionnels d'utilisation de l'espace et d'organisation sociale, reflétés par les établissements humains et par les coutumes, modes de vie et croyances des communautés locales,
- ☐ L'aire offre des possibilités de loisirs et de tourisme compatibles avec le mode de vie et les activités économiques habituels de ses habitants.

*Responsabilité administrative* : La propriété peut incomber à une autorité publique mais, le plus souvent, l'aire est formée d'une mosaïque de propriétés publiques et privées soumises à différents régimes de gestion. Ces régimes doivent faire l'objet d'un certain degré de planification, ou autres mesures de contrôle, et être financés, selon le cas, par des fonds publics ou autres mesures d'incitation, afin de garantir la qualité des paysages terrestres/marins et le maintien à long terme des croyances et coutumes locales.

### **CATÉGORIE VI Aire protégée de ressources naturelles gérée: aire protégée gérée principalement à des fins d'utilisation durable des écosystèmes naturels**

*Définition* : Aire contenant des systèmes naturels, en grande partie non modifiés, gérée aux fins d'assurer la protection et le maintien à long terme de la diversité biologique, tout en garantissant la durabilité des fonctions et produits naturels nécessaires au bien-être de la communauté.

#### *Objectifs de gestion*

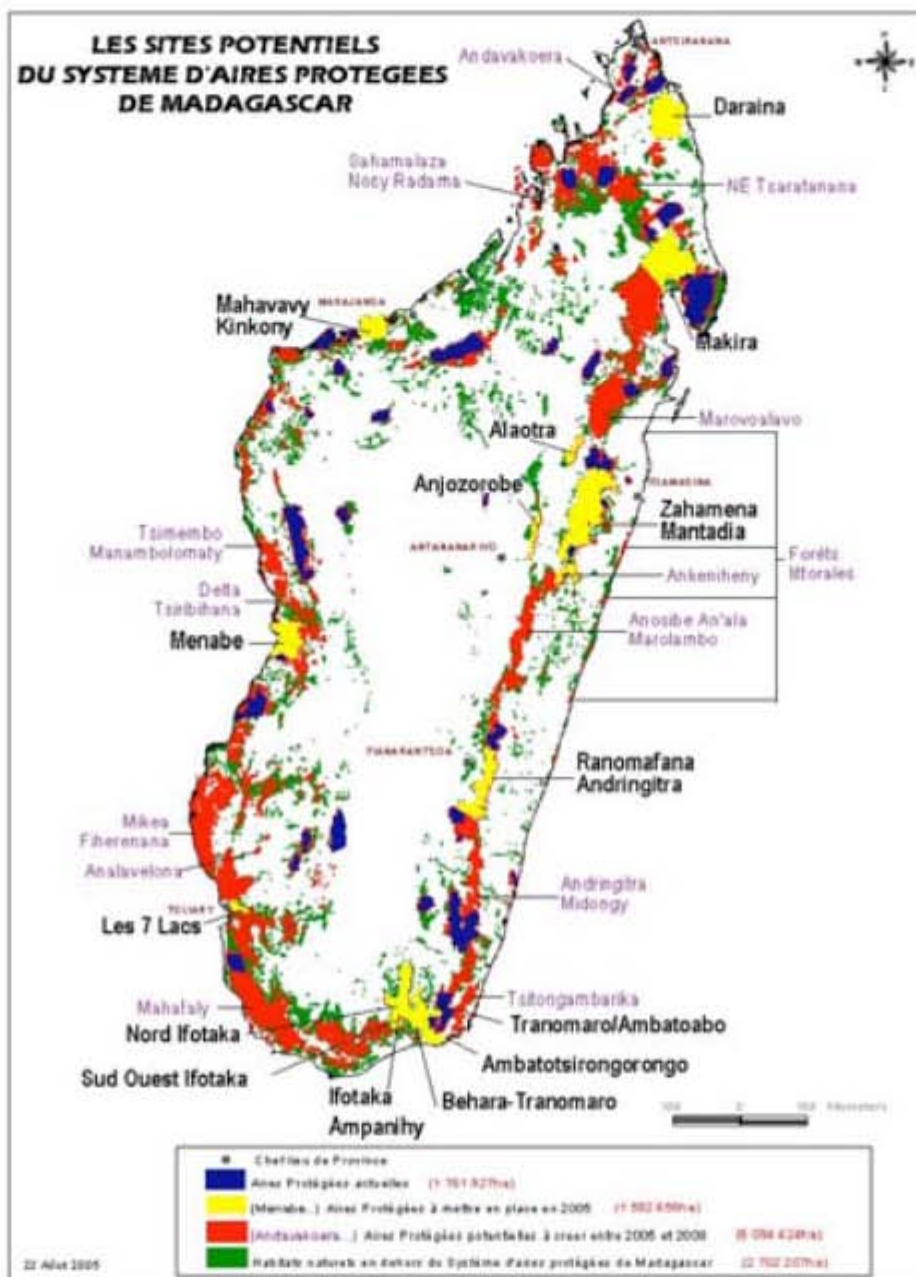
- ☐ assurer la protection et le maintien à long terme de la diversité biologique et des autres valeurs naturelles du site;
- ☐ promouvoir des pratiques rationnelles de gestion afin d'assurer une productivité durable;
- ☐ protéger le capital de ressources naturelles contre toute forme d'aliénation engendrée par d'autres formes d'utilisations du sol susceptible de porter préjudice à la diversité biologique de la région;
- ☐ contribuer au développement régional et national.

#### *Directives de sélection*

- ☐ L'aire est au moins aux deux tiers à l'état naturel mais peut aussi contenir des écosystèmes modifiés de superficie limitée; les grandes plantations commerciales en sont exclues.
- ☐ L'aire est suffisamment vaste pour que les ressources naturelles puissent être utilisées de manière durable sans porter préjudice à long terme à la qualité naturelle de l'aire.

*Responsabilité administrative* : La gestion est assurée par des services publics dotés d'un mandat précis quant à la conservation de l'aire, dont ils s'acquittent en collaboration avec la communauté locale; elle peut aussi s'appuyer sur des coutumes locales, avec le soutien et les conseils d'organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux. L'aire peut être la propriété du gouvernement central ou local, de la communauté, de personnes privées ou de plusieurs de ces entités.

### **Annexe 3 : Carte des zones réservées pour la protection définies par le Groupe « vision Durban »**



Annexe 4 : Liste des plantes malgaches inscrites sur la « Red List » de l'UICN

Nom scientifique	Forme	Famille
<i>Adansonia grandidieri</i>	A	Bombacaceae
<i>Aloe helenae</i>	A	Liliaceae
<i>Aloe suzannae</i>	A	Liliaceae
<i>Alluaudiopsis</i>	A	Didiereaceae
<i>Angraecum leonis</i>	H	Orchidaceae
<i>Baudouinia rouxvillei</i>	A	Leguminosae
<i>Decariopsis madagascariensis</i>	A	Areaceae
<i>Brachylaena microphylla</i>	A	Asteraceae
<i>Cryptocarya louvelii</i>	A	Lauraceae
<i>Diospyros microrhombis</i>	A	Ebenaceae
<i>Diospyros perrieri</i>	A	Ebenaceae
<i>Eulophiella</i>	H	Orchidaceae
<i>Euphorbia pachypoides</i>	A	Euphorbiaceae
<i>Euphorbia pirahazo</i>	A	Euphorbiaceae
<i>Euphorbia quartziticola</i>	H	Euphorbiaceae
<i>Grammangis</i>	A	Orchidaceae
<i>Hernandia voyronii</i>	A	Hernandiaceae
<i>Humbertia madagascariensis</i>	A	Humbertiaceae
<i>Isaloe lepida</i>	A	Scrophulariaceae
<i>Khaya madagascariensis</i>	A	Meliaceae
<i>Lemurapium edule</i>	A	Leguminosae
<i>Pachypodium decaryi</i>	A	Apocynaceae
<i>Perriera madagascariensis</i>	A	Simarubaceae
<i>Phyllanthron megapterum</i>	A	Bignoniaceae
<i>Ravenea</i>	A	Areaceae
<i>Santalina madagascariensis</i>	A	Rubiaceae
<i>Takhtajania perrieri</i>	A	Winteraceae
<i>Vonitra utilis</i>	A	Areaceae
<i>Vonitra crinata</i>	A	Areaceae
<i>Vonitra thouviana</i>	A	Areaceae
<i>Zygosicyos</i>	H	Cucurbitaceae

A: Arbrescent; H: Herbacé

Source: UICN

### Dont A. Grandidieri : espèces Endangered (EN) A1c + 2c

A taxon is Endangered when it is not Critically Endangered but is facing a very high risk of extinction in the wild in the near future, as defined by any of the criteria (A to E) as described below.

A) Population reduction in the form of either of the following:

1) An observed, estimated, inferred or suspected reduction of at least 80% over the last 10 years or three generations, whichever is the longer, based on (and specifying) any of the following

c) a decline in area of occupancy, extent of occurrence and/or quality of habitat

2) A reduction of at least 80%, projected or suspected to be met within the next 10 years or three generations, whichever is the longer, based on (and specifying) any of (b), (c), (d) or (e) above.

### Annexe 5 : Guide d'entretien

Ce guide d'entretien est indicatif, les questions posées évoluent en fonction de l'enquêté, du déroulement de l'entretien et de la phase de terrain.

Variables	Questions	Questions de relance
Acteur	Racontez-moi ce que vous faites Racontez-moi votre histoire personnelle Depuis quand êtes vous installé ici ?	Celle de votre famille Vos parents sont installés ici Comment êtes vous arrivé ? Pour quelles raisons êtes vous venu ?
Système de production	Parlez-moi de votre activité principale Quels produits de votre production consommez-vous ? Vendez-vous ? Qu'achetez-vous ?	Avez-vous changé d'activité ? Quelle est la part de chaque produit cultivé dans la consommation, le revenu monétaire ? Celles sont-elles évoluées ?
Histoire du village	Pouvez-vous me raconter l'histoire de la création du village ? Qu'y avait-il avant la création du village ?  Vous-même depuis quand êtes vous installé ici ? Comment êtes vous arrivé ?	Pour quelles raisons ?
Changements dans environnement	Quelles transformations percevez-vous dans votre environnement ? A quoi cela est-il dû ? Où trouvez-vous le bois de construction ? Les plantes médicinales ? Changements dans qualité / quantité / localisation des produits forestiers ?	Dans le paysage ? Quelles espèces étaient présentes sur le territoire ont aujourd'hui disparues ? Evolution d'ici à 20 ans ?  + adaptation : quelles sont les ressources autrefois utilisées que vous ne trouvez plus ? qu'utilisez-vous à la place ?
Utilisation des arbres / savoirs locaux	A quoi servent les arbres ? Quels sont les arbres que vous connaissez Quels sont les produits des arbres collectés le plus habituellement ? Quand trouvez-vous les meilleurs produits forestiers ? Comment cela se passe-t-il pour utiliser les arbres ? A qui doit-on s'adresser dans le village pour utiliser les produits des arbres ?  D'où vous vient ce savoir sur les plantes	Quels sont les arbres utilisés pour chaque usage (= produits commercialisés, bois de construction, bois de chauffe / charbon, alimentaire, médecine)

	<p>médicinales ?</p> <p>Quels produits sont seulement consommés / vendus / achetés</p> <p>Quelle part du charbon dans le revenu ?</p> <p>Comment a-t-il évolué ?</p>	<p>Importance / part de forêt / produits dans revenu ?</p> <p>Qui l'utilise ? Quand ?</p> <p>Classer l'usage des forêts du plus au moins important (pas réellement posée)</p>
Droits d'usages / foncier de l'arbre	<p>Quelles sont les règles ?</p> <p>Dans quels espaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- forêt communale</li> <li>- champs</li> <li>- friches</li> <li>- réserve protégée</li> <li>- village</li> <li>- espace personnel / maison</li> </ul>	Appropriation des arbres
Foncier	<p>Comment cela se passe quand un nouvel arrivant veut accéder à la terre ?</p> <p>Quels sont vos droits sur ces terres ?</p> <p>Qui d'autre peut les utiliser ? (famille, lignage, communauté ?)</p> <p>Comment se transmettent les terres ?</p> <p>Quelle importance du titre foncier ?</p> <p>Comment avez-vous obtenu vos terres ?</p> <p>+ obtention des terres sur 3/4 générations avec première appropriation)</p> <p>Qui dans votre famille / lignage peut les cultiver ?</p> <p>Qui participe à la culture ? pour quelles tâches ?</p>	<p>Quelles terres sont utilisées par qui ?</p> <p>Qui peut utiliser la forêt communale</p> <p>A qui ?</p> <p>Avez-vous un titre foncier ?</p> <p>Héritage : comment se passe le partage ?</p>
Relation droit légal / droit local	<p>Comment cela se passe pour couper des arbres</p> <p>Dans quels cas coupe t on des arbres ?</p> <p>Comment cela se passait il avant la mise en place de la loi sur la coupe des arbres ?</p> <p>Dans tous les cas faut il un permis ?</p> <p>A qui doit t on s'adresser dans le village pour couper un arbre ?</p>	<p>Y a-t-il des règles coutumières dans l'utilisation des arbres / de la terre ?</p> <p>Sont-elles toujours en vigueur ?</p>
Vision de la protection	<p>Que pensez-vous des actions de protection ?</p> <p>Qu'est ce que cela a changé pour vous ?</p> <p>Comment cela se passait t il avant pour cette forêt préservée ?</p> <p>Y a-t-il des plantes ou arbres qui</p>	<p>Comment vous y êtes vous adapté ?</p> <p>Racontez-moi l'action de</p>

	<p>pourraient jouer un rôle dans la protection ?</p> <p>Y a-t-il des projets de transformations des certaines terres ? d'extension des aires ?</p>	reboisement
Baobabs	<p>Où poussent les Baobabs ?</p> <p>A quoi servent les Baobabs ? Qui les utilise en particulier ? A quels moments les Baobabs sont ils le plus utilisés ? Dans quels lieux ? Y a-t-il d'autres arbres qui ont cette fonction ?</p> <p>Y a-t-il des tabous, des restrictions concernant le Baobab ?</p> <p>Y a-t-il des interdictions légales concernant le Baobab ?</p> <p>De qui vient ce savoir que l'écorce riche en calcium ?</p> <p>Notez-vous des changements par rapport au Baobab ?</p> <p>Fonction sociale ou écologique ? Rôle dans le choix des cultures ?</p>	<p>Pouvez-vous me donner les noms de ces lieux ? Quels types de Baobabs poussent dans ces lieux ?</p> <p>Vendez-vous les produits du Baobab ? A quelle période ?</p> <p>Quelles utilisations pour les Baobabs situés dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la forêt dense</li> <li>- le champ</li> <li>- le village</li> <li>- l'espace personnel</li> <li>- la réserve</li> </ul> <p>Y a t il des changements dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la localisation des produits des Baobabs ?</li> <li>- la quantité des produits que vous collectez du Baobab,</li> </ul>
Histoires orales	Pouvez vous me racontez des mythes / histoires / légendes contenant le Baobab ?	Quelle en est la signification

Qu'avez-vous à ajouter ?



## LE BUT

Lancé à l'initiative du Président de la République, le MAP sert à faire un saut qualitatif dans le processus de développement grâce à un plan innovant sur cinq ans qui mobilisera le peuple Malgache ainsi que les partenaires internationaux, démarrera une croissance rapide, mènera à une réduction de la pauvreté, et assurera le développement du pays en réponse aux défis de la mondialisation et conformément à la vision Madagascar - Naturellement ! et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.

## LA VISION

### **Madagascar-naturellement!**

*MADAGASCAR SERA UNE ECONOMIE EMERGENTE AVEC UNE COMPETITIVITE MAXIMISEE VERS 2020.*

*NOTRE ENVIRONNEMENT SERA PROTÉGÉ ET SERA UTILISÉ D'UNE FACON SAGE ET RESPONSABLE POUR PROMOUVOIR NOTRE DÉVELOPPEMENT. NOTRE CROISSANCE SERA BASÉE SUR NOS RESSOURCES NATURELLES UNIQUES ET SUR LA TRANSFORMATION DE NOS PRODUITS NATURELS.*

*LE PEUPLE MALGACHE, TANT EN MILIEU RURAL QU'URBAIN, SERA EN BONNE SANTÉ ET BIEN EDUQUÉ. ILS SERONT DES PARTICIPANTS ACTIFS AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMET ET TRAVAILLERONT AVEC UNE FORTE PRODUCTIVITE DANS L'AGRICULTURE, L'INDUSTRIE, ET LES PRESTATIONS DE SERVICES.*

*EN TANT QUE NATION, NOUS ALLONS HONORER LA MULTITUDE DE CULTURES ET DE TRADITIONS DE TOUT LE PEUPLE DE MADAGASCAR. NOUS SERONT FIERES DE NOTRE PAYS ET SERONT UNIS DANS LA SOLIDARITE NATIONALE.*

## OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT

Éradiquer la pauvreté extrême et la famine: réduire de moitié le pourcentage de la population mondiale qui vit avec moins de 1\$ par jour jusqu'en 2015, réduire de moitié le pourcentage de la population mondiale dans la famine.

Atteindre l'éducation primaire universelle pour tous les enfants jusqu'en 2015,

Promouvoir l'égalité des sexes et donner du pouvoir aux femmes: éliminer l'inégalité entre garçons et filles à tous les niveaux d'éducation jusqu'en 2015,

Réduire la mortalité infantile de deux tiers jusqu'en 2015,

Améliorer la santé maternelle: réduire la mortalité des mères de trois quarts jusqu'en 2015  
Combattre le VIH/SIDA, la malaria, ainsi que d'autres maladies: contenir et renverser la tendance jusqu'en 2015,

Assurer la durabilité environnementale: 1) adopter des stratégies pour le développement durable et la protection des ressources naturelles, 2) réduire de moitié la population sans accès à l'eau potable et à l'assainissement jusqu'en 2015,

Développer un partenariat global pour le développement: libéraliser le commerce et système de financement, faciliter l'accès aux marchés, accentuer le processus d'annulation de dettes, créer des emplois pour les jeunes, promouvoir l'accès aux médicaments à prix abordables, promouvoir l'accès aux nouvelles technologies

# NOS ENGAGEMENTS

## 1 - BONNE GOUVERNANCE

Nous aurons un gouvernement à qui chaque citoyen, ainsi que la communauté internationale peuvent faire confiance. Ce gouvernement ainsi que la fonction publique seront intègres, efficaces, et fonctionneront d'une manière totalement professionnelle dans tous les travaux, les activités, et la prestation des services.

## 2 - INFRASTRUCTURES

Nous serons une nation connectée. Nous allons construire des routes de qualité et des systèmes d'information technologique dans tout le pays pour permettre le processus de développement rapide, la facilitation des affaires et du commerce, la communication entre nos citoyens et les visiteurs, et pour assurer que le niveau de vie et l'accès aux ressources et aux connaissances globales s'améliorent pour tous.

## 3 - TRANSFORMATION DE L'EDUCATION

Nous allons créer un système éducatif avec des standards de classe mondiale en quantité et en efficacité, qui stimule la créativité et aide nos étudiants à transformer leurs rêves en réalité, et qui donne à Madagascar les ressources humaines nécessaires pour devenir une nation compétitive et un acteur ayant du succès dans l'économie mondiale.

## 4 - DEVELOPPEMENT RURAL

Le développement rural dynamique et l'effective réduction de la pauvreté sont à la base des efforts du gouvernement. Nos régions rurales vont prospérer à travers l'augmentation substantielle de la production agricole et la création de centres d'agri-business dans chaque région, et la satisfaction des besoins tels que l'irrigation, les semences, et les installations de stockage. Ces centres vont donner des formations, des expertises et des meilleures idées pour raffermir le secteur agricole.

## 5 - SANTE ET PLANNING FAMILIAL

Nous allons travailler pour assurer que tout notre peuple est en bonne santé et peut contribuer d'une manière productive au développement de la nation et vivre une vie longue et prospère. Les problèmes de la malnutrition et du malaria seront résolus. Le VIH et le SIDA ne feront plus aucune avancée; l'eau potable sera accessible et, à travers l'éducation et les prestations de services de santé, la taille moyenne de la famille Malagasy sera réduite.

## 6 - L'ECONOMIE ET LE SECTEUR PRIVE

Nous allons assurer que nous aurons un secteur privé fort et diversifié conduit par l'investissement et le commerce internationaux. Le Gouvernement va générer les conditions fondamentales qui vont supporter la facilitation des affaires. Nous allons encourager la poursuite des meilleures idées et des techniques, technologies, stratégies de pointe pour s'assurer qu'en tant que nation, nous serons responsables aux défis de la mondialisation, productifs dans les lieux de travail, et gagner un avantage compétitif.

## 7 - L'ENVIRONNEMENT

Nous allons prendre soin, aimer, et protéger notre environnement extraordinaire. Le monde nous regarde dans la gestion sage et responsable de ces ressources – ce que nous le serons. Nous allons développer des industries autour de l'environnement comme l'écotourisme, et l'agri-business qui minimise les dommages et maximise les bénéfices pour le peuple et les communautés locales.

## 8 - LA SOLIDARITE NATIONALE

Nous allons continuer à forger une identité nationale forte et unifiée qui honore la multitude de cultures et de traditions de tout le peuple de Madagascar et promeut la participation et le partenariat. Notre peuple doit être fier de ce qu'il est, se tenir debout avec la tête haute, faire montre d'une confiance face aux nombreux défis qui nous attendent, et prendre pleine responsabilité pour guider la nation vers le future.

## LES OBJECTIFS TRANSFORMATIONNELS DU MAP

Les objectifs transformationnels du MAP sont des cibles étendus que nous, en tant que gouvernement, nous sommes engagés à atteindre dans les cinq prochaines années. Nous savons qu'ils sont difficiles mais nous croyons qu'à travers la mobilisation de toutes les ressources disponibles (humaines, techniques, et financières), combinée au sens de leader accentué, au travail sérieux, à la créativité, et à une excellente coordination, nous allons atteindre les résultats.

Les objectifs transformationnels du MAP supportent la Vision Nationale et vont assurer que nous allons faire un bond en avant très significatif et devenir une économie émergente et compétitive.